Edouard Kuntze. Les rapports de la Pologne avec le Saint - Siége á l'epoque d'Etienne Batory. - Etienne Bathory, Praca zbiorowa, str.133-211. Kraków 1935.

Les rapports de la Pologne avec le Saint-Siège à l'époque d'Etienne Batory

par

Edouard Kuntze

A l'occasion du troisième centenaire de la mort d'Etienne Batory, le professeur Wincenty Zakrzewski à publié en 1886 dans le «Przegląd Polski» (XXIème année, tomes II et III) une étude approfondie intitulée: «Jak należałoby badać dzieje Stefana Batorego» (cité: Zakrzewski, «Stefan Batory»). Examinant dans ce travail tous les domaines où s'est exercée l'activité du roi, il tient également compte des rapports d'Etienne et de la Pologne avec le Saint-Siège, comme il fait observer qu'on trouvera certainement un jour aux Archives du Vatican à Rome les matériaux les plus importants qui nous renseigneront sur les relations entre notre pays et le Saint-Siège. Déjà les travaux et les publications d'auteurs plus anciens comme: les «Historica Russiae Monumenta» de Turgeniew, Saint-Pétersbourg 1841—1842, «Supplementum» 1848, (cité: Turgeniew), puis les «Relacye Nuncyuszów Apostolskich i innych osób w Polsce od roku 1548 do 1690» publiées en polonais par E. Rykaczewski, Berlin-Poznań 1864, ainsi que de nombreuses autres études, étaient une preuve combien abondants sont les matériaux qu'on trouve à la Bibliothèque Vaticane, accessible alors aux chercheurs. Les travaux d'A. Theiner et surtout les publications qu'il a directement tirées des Archives vaticanes, par ex. les «Annales ecclesiastici» tomus III, Romae 1856, puis les «Vetera monumenta Poloniae et Lithuaniae» tomus II, Romae 1861, tomus III, 1863, indiquent encore une fois la richesse des matériaux qu'on pouvait espérer trouver dans cette source et dont profiterait également l'histoire de Pologne.

S'appuyant sur ces matériaux relativement peu nombreux W. Zakrzewski composa déjà en 1873 son étude intitulée: «Sto-

sunki Stolicy Apostolskiej z Iwanem Groźnym, carem i wielkim księciem moskiewskim», Cracovie, (cité: Zakrzewski, «Stosunki») dont la seconde partie traite de l'ambassade de Possevino à Moscou en 1581 et 1582. L'espoir de trouver beaucoup de matériaux à Rome se montra justifié, grâce aux nombreux travaux du père Paul Pierling de la Société de Jésus, publiés avant l'année 1886, par ex.: «Une nonce du pape en Moscovie. Préliminaires de la trève de 1582», Paris 1884; «Le Saint-Siège, la Pologne et Moscou 1582—1587», Paris 1885 (cité: Pierling, «Le Saint-Siège»), et grâce aux études ultérieures du même auteur, réunies ensuite dans son grand ouvrage intitulé: «La Russie et le Saint-Siège. Etudes diplomatiques». Tome II, Paris 1897 (cité: Pierling, «La Russie»),

Ces sources et ces études furent utilisées par W. Zakrzewski dans son étude sur Etienne Batory; cependant il pouvait déjà profiter dans une certaine mesure des copies que préparèrent en 1886 les premiers membres de l'expédition scientifique que l'Académie Polonaise des Sciences et des Lettres à Cracovie avait envoyée à Rome. L'anniversaire de la mort du grand roi encouragea précisément le professeur Stanislaw Smolka, chef de l'expédition, à entreprendre des recherches depuis l'époque d'Etienne Batory. Seule une petite partie de ces copies était accessible à W. Zakrzewski en 1886 et ce n'est que plus tard qu'elles formèrent l'imposante collection dite «Cartons romains», conservée à l'Académie Polonaise des Sciences et des Lettres pour servir de matériaux à la publication de l'histoire de la nonciature en Pologne. Différentes circonstances furent la cause que ces publications ne commencèrent à paraître que bien plus tard. Huit ans s'écoulèrent avant que Józef Korzeniowski eût commencé à publier les «Analecta Romana quae historiam Poloniae saec. XVI illustrant» (Scriptores Rerum Polonicarum, tomus XV, Cracoviae 1894). Cette publication contient une description des plus intéressantes de l'état dans lequel se trouvait l'église en Pologne à l'époque de Batory. Elle est intitulée: «Relazione delle cose di Polonia intorno alla religione 1586» et nous la devons à Horace Spannocchi, secrétaire d'Alberto Bolognetti, nonce en Pologne de 1581 à 1585. On ne vit paraître que bien plus récemment, car seulement en 1915, le premier volume se rapportant à la nonciature de Pologne, intitulé: «J. A. Caligarii Nuntii Ap. in Polonia

Epistolae et Acta 1578—1581», qui paraît comme tome IV des Monumenta Poloniae Vaticana, préparé par Ludwik Boratyński (cité: Caligari). Tout dernièrement parut le premier volume concernant la nonciature du successeur de Caligari sous le titre: «Alberti Bolognetti Nuntii Ap. in Polonia Epistolae et Acta 1581—1585» d'après les matériaux réunis par feu Boratyński, préparé par E. Kuntze et Cz. Nanke (cité: Bolognetti). On a profité dans le présent travail des renseignements que contiennent les volumes suivants, déjà prêts à être mis sous presse (cité: Bolognetti, avec date de la dépêche).

En ce qui concerne la publication des actes de la nonciature, l'Académie Polonaise des Sciences et des Lettres fut devancée par Teodor Wierzbowski qui fit paraître en 1887 à Varsovie l'étude intitulée: «Vincent Laureo, évêque de Mondovi, nonce apostolique en Pologne 1574—1578 et ses dépêches au cardinal de Côme» (cité: Laureo). Elle le fut également par les Russes qui publièrent: «Rossija i Italija. Sbornik istoriczeskich materiałow i izsledowanij kasajuszczichsia snoszenij Rossii s Italiej», préparé par E Szmurło. Le second volume de cet ouvrage (Saint-Pétersbourg 1913) qui s'appuie principalement sur les matériaux de la «Nunziatura di Polonia» qu'on trouve aux Archives du Vatican, contient beaucoup de matériaux se rapportant à l'histoire de la Pologne sous le règne de Batory.

Nous n'avons nommé que les principales publications s'appuyant sur les Archives Vaticanes, néanmoins on en trouve d'autres qui contiennent de très nombreux matériaux en rapport avec la Pologne, pour ne citer que les «Nuntiaturberichte aus Deutschland», III. Abteilung, 1572—1586, Band 1 und 2, bearbeitet von Josef Hansen.

Depuis l'année 1886 parurent beaucoup de matériaux tirés des archives et des bibliothèques polonaises qui, tout en ne s'occupant pas spécialement des rapports entre la Pologne et Rome, jettent cependant de la lumière sur une série de questions connexes avec le sujet dont nous traitons. Il importe de citer en premier lieu à ce propos l'ample recueil de matériaux publiés par Teodor Wierzbowski sous le titre «Uchańsciana seu collectio documentorum illustrantium vitam et res gestas Jacobi Uchański, archiepiscopi Gnesnensis», vi que les premiers volumes de cet ouvrage parurent avant l'année 1886 (tome I 1884, tome II 1885) (cité:

Uchańsciana) et que Zakrzewski en avait connaissance, comme il connaissait également en grande partie par des manuscrits les matériaux que contenaient les publications ultérieures. Parmi les nombreuses publications d'Adolphe Pawiński qui se rapportent au règne d'Etienne Batory, les volumes des «Źródła Dziejowe» contenant d'abondants matériaux sur le sujet qui nous intéresse, parurent déjà avant 1886. Il importe de nommer ici le tome III «Stefan Batory pod Gdańskiem», le tome IV «Początek panowania w Polsce Stefana Batorego», accompagné de l'étude «O synodzie Piotrkowskim z 1577 roku»; enfin le tome XI «Akta Metryki koronnej, co ważniejsze z czasów Stefana Batorego». On connaissait déjà anciennement par les manuscrits, les ouvrages suivants: «Sprawy wojenne króla Stefana Batorego», par Ignacy Polkowski (Acta historica res gestas Poloniae illustrantia, tomus XI, Cracoviae 1887); «Piotrowski Jan, Dziennik wyprawy Stefana Batorego pod Psków», publié par A. Czuczyński, Cracovie 1894; «Dyaryusze sejmowe roku 1585» (Scriptores Rerum Polonicarum, tomus XVIII), publiés par A. Czuczyński, Cracovie 1901; «Orzelski Sventoslaus, Interregni Poloniae libri XIII», édition E. Kuntze (Scriptores Rerum Polonicarum, tomus XXII, Cracovie 1917). Une des sources les plus importantes qui nous renseigne sur l'époque de Batory est l'«Archiwum Jana Zamoyskiego», publié par W. Sobieski et J. Siemieński (cité: «Archiwum Zamoyskiego»). Il n'en parut malheureusement jusqu'ici que trois volumes concernant les événements qui eurent lieu jusqu'à 1584. Nous ne pouvons passer sous silence d'autres publications moins importantes qui contiennent des lettres ou des mémoires d'ecclésiastiques proches de la personne du roi et fournissent de précieuses contributions à la connaissance des rapports d'Etienne avec Rome. Nommons ici: «Listy ks. Piotra Skargi T. J. z lat 1566—1610» publiés par le père Jan Sygański de la Société de Jésus, Cracovie 1912 (cité: «Listy Skargi»); «Stanislai Rescii Diarium 1583—1589», ed. Joannes Czubek, Cracoviae 1915 (cité: «Rescius»), enfin «Wujek Jakób, Korespondencya z lat 1569—1596», publiée par le père Jan Sygański de la Société de Jésus, Poznań 1917. Parmi les sources parues à l'étranger citons l'ample publication hongroise «Fontes Rerum Transylvanicarum» éd. A. Veress 1911—1913. Les deux premiers volumes contiennent les «Epistolae et acta Jesuitarum Transylvanie, temporibus Principum Báthory

1571—1613» (cité: Veress), tandis que le troisième donne pour la première fois une description de la Transylvanie et son histoire, composées en 1584 par Antonio Possevino.

Les publications précitées concernent soit directement, soit indirectement les rapports entre Rome et la Pologne dont nous nous entretiendrons dans la présente étude. Nous voyons qu'elles sont nombreuses, cependant elles ne tiennent pas compte de tous les matériaux, quoiqu'elles suffisent à tracer un tableau à peu près exact de la politique de Batory à l'égard du Saint-Siège.

On a déjà tiré profit de la plupart de ces sources pour traiter de telle ou de telle autre question, pourtant nous ne sommes pas en possession jusqu'à présent d'une description qui nous permettrait de connaître l'ensemble des rapports entre le Vatican et la Pologne. Nous ne pouvons énumérer les très nombreux ouvrages polonais ou étrangers concernant cette question ouvrages dont un petit nombre seulement intéresse le sujet du présent travail, quoique leur majorité n'y apporte que peu de contributions, parfois, il est vrai, très précieuses. Impossible cependant de ne pas mentionner une série de travaux de Ludwik Boratyński consacrés à différentes questions de la politique du Saint-Siège envers la Pologne, ainsi qu'à l'attitude qu'adopta Batory vis-à-vis du Vatican. Ces travaux s'appuient en premier lieu sur des matériaux tirés des Archives Vaticanes et réunis à présent dans les «Cartons romains» de l'Académie Polonaise des Sciences et des Lettres. Il nous faut encore nommer: «I. A. Caligari, nuncyusz apostolski w Polsce 1578—1581», Cracovie 1915; «Stefan Batory i plan Ligi przeciw Turkom 1576—1584», Cracovie 1903 (cité: Boratyński, «Stefan Batory»); «Studya nad nuncyaturą polską Bolognettiego 1581—1585», Cracovie 1906, ainsi que de plus courts traités, comme: «Sprawa Ambasady weneckiej w Polsce za Stefana Batorego» (Studya historyczne wydane ku czci prof. W. Zakrzewskiego), Cracovie 1908; «Stefan Batory, Hanza i powstanie Niderlandów» (Przegląd historyczny VI), Varsovie 1908.

Toutes ces monographies traitant des rapports entre la Pologne et Rome au temps d'Etienne Batory, puis beaucoup d'autres consacrées à la même époque, ainsi que les publications de sources que nous venons de mentionner, ont été composées conformément aux désirs que W. Zakrzewski avait exprimés dans l'étude mentionnée. Aujourd'hui, lorsque après 46 ans nous célébrons le

quatrième centenaire de la naissance de Batory, nous pouvons constater qu'une grande partie des indications de W. Zakrzewski a été suivie, aussi obtenons-nous un tableau plus complet et plus détaillé de l'activité et des projets d'Etienne, tableau dont les grandes lignes sont cependant restées les mêmes, telles que les avait tracées, il y a tantôt cinquante ans, l'esprit pénétrant de cet historien.

La question de savoir si la Pologne continuerait à rester fidèle à l'Eglise catholique, fut définitivement tranchée dans les dernières années du règne de Sigismond-Auguste. L'ardeur réformatrice des hétérodoxes se refroidissait peu à peu et la réforme elle-même qui n'avait pénétré que très superficiellement dans les milieux seigneuriaux et nobiliaires, manquait de force pour réaliser ses projets. Quant au clergé, plutôt passif, il est vrai, il sympathisait parfois avec les novateurs, mais ni parmi les prélats, ni dans le bas clergé on ne trouve d'exemples d'apostasie. Les inquiétudes provoquées à Rome par la perspective d'un concile national que désirait toujours réunir le primat Uchański, soucieux de reconcilier catholiques et dissidents, ces inquiétudes ne furent pas confirmées par les événements. De même se dissipa le cauchemar d'une église nationale, dont on rattachait à un moment donné la création au projet de déclarer nulle le mariage de Sigismond-Auguste avec sa troisième femme Catherine d'Autriche, déclaration qui devait être prononcée pas l'assemblée des évêques. Dès 1564 le roi reconnut les décrets du concile de Trente et quoique cette reconnaissance n'eût pas signifié qu'ils entraient en vigueur, elle était tout de même une preuve de l'attachement du souverain à l'église. D'autre part les discordes entre les dissidents de différentes sectes, la jalousie des grandes familles des diverses provinces, aussi bien que l'envie entre les particuliers affaiblissaient les hétérodoxes. Tous ces motifs contribuaient à faire rentrer la noblesse dans le giron de l'église. Une des preuves de la faiblesse des dissidents était la victoire que le primat Uchański remporta sur le palatin de Cracovie et grand maréchal de la Couronne Jean Firlej, lorsque au cours de la première élection après la mort de Sigismond-Auguste, un conflit fut provoqué par la question de savoir à qui revenait le droit de convoquer les assemblées

pendant l'interrègne. Il ne s'agissait de rien moins que d'enlever la primauté au plus grand dignitaire de l'Etat et au premier sénateur, pour la donner à un laïque. Mais il s'agissait de quelque chose de plus encore, car le primat était à la tête du parti catholique, tandis que Firlej était le chef des dissidents, du moins de ceux de la Petite-Pologne, où précisément ils étaient les plus forts. La balance pencha du côté d'Uchański, moins grâce à la force des catholiques qu'à la suite de l'antipathie entre la Grande- et la Petite-Pelogne, contre la suprématie de laquelle se déclarèrent en outre la Lithuanie et la Poméranie. Il se produisit aussi une scission entre les dissidents le Petite-Pologne, dont un des plus éminents, Pierre Zborowski, palatin de Sandomierz, se déclara contre Firlej, pour des raisons personnelles.[1] Même la confédération de Varsovie 1573 n'était nullement une preuve de la puissance des dissidents. La paix religieuse et la liberté des cultes protégeaient contre toute violence aussi bien les dissidents que les catholiques et établissaient pour ainsi dire un «statu quo» en rendant plus difficile la propagande en faveur des idées nouvelles parmi les catholiques. Si par conséquent le clergé catholique, qui d'ailleurs avait apporté son concours â réalisation de la confédération de Varsovie, a immédiatement protesté contre elle pour la combattre ensuite avec persévérance et vouloir l'anéantir. il faut apercevoir dans ce phénomène l'effet de la réaction qui se manifestait déjà, même en Pologne, et que nous connaissons sous le nom de contre-réforme. De fait, l'Eglise catholique n'avait plus à se défendre contre la réforme, car elle passa à la contre-offensive, de sorte qu'en l'écrasant, elle tâchait de recouvrer son ancien prestige et son ancienne situation.

Si le protestantisme ne s'est pas développé en Pologne et n'y a pas pris racine comme en Occident, il faut en chercher l'explication dans différentes circonstances; cependant il importe d'insister sur l'action persévérante de Rome qui s'efforçait de maintenir ce pays dans la fidélité à la religion catholique. A partir de 1555 on voit séjourner en permanence en Pologne des nonces qui veillent sur l'activité du roi et tâchent d'éveiller dans l'épiscopat polonais de l'ardeur pour la défense de l'église et de ses droits dans l'état. Une série de diplomates pontificaux, à com-

[1] Uchańsciana, vol. V, p. 505.

mencer par Aloisio Lippomani et par F. J. Commendone, le plus éminent d'entre eux, développent une activité soutenue pour combattre les hérésies, en s'efforçant surtout d'unir et de réformer le clergè supérieur ainsi que de stimuler son zèle.

Au moment où la mort frappait le dernier des Jagellons, nous voyons en Pologne à côté du nonce Vincent del Portico, le cardinal-légat F. J. Commendone, envoyé par le pape Pie V déjà en 1571. Le cardinal devait s'opposer au projets de divorce de Sigismond-Auguste, comme il se proposait de le rallier à la ligue antiturque. Le parti catholique se groupe autour de la personne de Commendone. Le faible primat Uchański en était, il est vrai, le chef officiel, mais la vrai direction du parti reposait entre les mains de Stanislas Karnkowski, évêque de Cujavie.[1]

Au cours du premier interrègne, le Saint-Siège faisait des démarches, pas tellement pour assurer l'élection d'un roi catholique, chose certaine malgré la force du parti dissident, mais sourtout pour que ce roi fût un catholique fervent et l'instrument de la restauration religieuse. C'est pourquoi le Saint-Siège donna son assentiment à l'élection de Henri de Valois. Après sa fuite, Rome soutenait la maison des Habsbourgs au cours de la seconde élcction, quoique la personne de Maximilien ne fût pas sympathique à la Curie. Parmi les candidats qui se présentèrent à l'élection, l'empereur Maximilien était certainement le plus sérieux. Quoique suspect de libéralisme, il offrait toutefois des garanties sérieuses de ne pas incliner du côté des dissidents, ne serait-ce qu'à cause de la situation en Allemagne et des liens étroits qui l'unissaient à la ligne réactionnaire des Habsbourgs d'Espagne. De plus, les Habsbourg, réprésentaient une trop grande puissance pour que Rome pût et voulût s'opposer à leur désir de ceindre la couronne de Pologne. Mais il y avait également un autre motif d'ordre politique qui agissait sur l'attitude de Curie. Grégoire XIII élu en 1572, fit entrer dans son programme politique les idées de son prédecesseur Pie V, en particulier le projet de former une ligue contre les Turcs et d'organiser une grande croisade contre le Croissant. Les succès de Pie V, couronnés par une victoire aussi éclatante que celle de Lépante, remportée en 1572, ne pouvaient que stimuler l'ambition de Grégoire; en effet, il importait d'élargir la ligue et d'achever

[1] Uchańsciana, vol. V, p. 491.

l'oeuvre, qui depuis plus d'un siècle était un des principaux buts que poursuivait la papauté.

Le pape désirait que l'empereur prît part à la ligue, quoique celui-ci dût encore respecter les stipulations de l'armistice de huit ans, qu'il avait conclu avec les Turcs en 1568 à Adrinople. Mais la victoire de Don Juan permettait à Grégoire XIII d'espérer que l'empereur adhérerait à la ligue, surtout qu'il y trouvait son intérêt personnel, car les progrès des Turcs dans l'Ouest pouvaient non seulement lui faire perdre le reste de la Hongrie mais aussi les pays héréditaires des Habsbourgs dans les Alpes.[1] La situation des Habsbourgs devenue plus forte par le fait de monter sur le trône de Pologne, ne pouvait que servir les intérêts de Rome, aussi pendant la période de l'élection, la Curie appuyait-elle de toute son autorité la candidature d'un membre de cette dynastie.

La pression exercée sur le clergé polonais, l'influence du cardinal Hosius, enfin l'activité déployée par le nouveau nonce Vincenzo Laureo, évêque de Mondovi — voilà les moyens dont se servait Rome pour mener ses projets à bonne fin. Laureo n'arriva pas, il est vrai, à constituer un front catholique homogène, car l'antipathie des nobles, voire même des sénateurs, pour les Habsbourgs était trop forte. En outre la crainte d'être entraîné dans une guerre contre la Turquie au cas de l'élection d'un Habsbourg, contribuait à augmenter cette méfiance. Laureo réussit toutefois à imposer ses idées au vieux primat Jacob Uchański et à presque tout l'épiscopat polonais. Dans ces conditions l'élection inattendue de voïvode de Transylvanie Etienne Batory, à condition qu'il épouserait la princesse Anne Jagellonne, plaça le Saint-Siège dans une situation très embarrassante.

Quoique catholique et connu à Rome par son désir de faire venir les Jésuites en Transylvanie,[2] Etienne Batory n'en était pas moins vassal de la Turquie; il était en outre en violent conflit avec l'empereur et son élection ne fut pas entièrement légale, car il ne fut élu que par la masse de la noblesse, presque sans la participation des sénateurs. Quant au clergé seul Karnkowski, évêque de Cujavie, s'était prononcé pour lui. Toute la Lithuanie et la Poméranie s'étaient déclarées partisans de l'empereur. Il n'y avait

[1] Nuntiaturberichte aus Deutschland, III. Abt., II. Bd., p. 52.

[2] Veress, vol. I, passim.

par conséquent aucune raison pour que Rome changeât de politique et se déclarât plutôt pour Etienne Batory que pour l'empereur. En attendant, les événements se succédaient rapidement et la situation changea visiblement en défaveur de Maximilien. Les partisans de Batory déployèrent une activité fieuvreuse. Immé-



Le roi Etienne Batory. (Cuivre de 1576.)

diatement après l'élection, on obtint le consentement de la princesse Anne d'épouser Etienne et l'on envoya une ambassade en Transylvanie pour annoncer son élection à Batory et pour le prier d'accepter la couronne qu'on lui offrait. En Pologne on convoqua une assemblée qui devait se réunir le 18 janvier 1586 à Jędrzejów et l'on entama des négociations avec la Lithuanie et la Poméranie. L'activité intense des partisans de Batory en Pologne était d'ailleurs

égale à l'energie du futur roi. Il accepta le choix et jura le 8 février 1576 de respecter les «pacta conventa». Etienne annonça son arrivée en Pologne et franchit le 30 mars la frontière polono-valaque à Śniatyn, en s'avançant rapidement vers Cracovie pour prévenir l'occupation possible de la capitale par l'empereur. La diète de couronnement fut convoquée pour le 20 avril et l'acte du couronnement, fixé d'abord au 29 avril, fut remis ensuite au 1er mai. Cette cérémonie fut précédée du mariage de Batory. Après la diète de couronnement, le roi partit pour Varsovie et invita tous ses adversaires à reconnaître le fait accompli. Il convoqua la diète à Toruń pour la 4 octobre, afin de soumettre complètement la Poméranie, où des tendences autonomes se mêlaient aux sympathies pour les Habsbourgs. Le roi voulait prendre en même temps la direction des négociations avec la ville de Gdańsk, qui s'était ouvertement déclarée ennemie du nouvel élu.

En même temps Maximilien se montrait, au contraire, extrêmement lent et hésitant. Le choix de sa personne contrariait plutôt ses désirs, car il aurait préféré assurer le trône de Pologne à son fils Ernest. Quoiqu'il n'y eût pas renoncé, il n'entreprenait rien pour empêcher les progrès des partisans de Batory. Il se bornait à négocier avec les ambassadeurs polonais délégués à Vienne par la diète d'élection et il envoya à l'assemblée de Jędrzejów une mission qui encourageait les impériaux à la persévérance et négociait avec les adhérents de Batory. Il n'accepta la couronne que le 4 mars et envoya une seconde fois une ambassade en Pologne afin de donner courage à ses partisans, consternés par la rapidité d'action des Batoriens et par le lenteur de l'empereur. Celui-ci n'alla pas en Pologne et n'envoya pas de troupes pour occuper Cracovie et pour empêcher ainsi le couronnement de son adversaire. Les conséquences de cette attitude indécise ne tardèrent pas à se faire sentir. Les partisans, même les plus fervents de l'empereur, commencèrent à abandonner les rangs du parti impérial et se déclarèrent pour Batory. Déjà au moi de mai, il ne restait à Maximilien que ses prétentions et qu'un très petit nombre de partisans dont quelquesuns séjournaient à la cour de Vienne. C'était une cause perdue.[1]

La position du Saint-Siège devenait très difficile. D'une part il

[1] Orzelski, liber VI, p. 470, libri VII et VIII, passim.

convenait, comme auparavent, de soutenir Maximilien, mais une politique pareille pouvait avoir une répercussion fâcheuse sur les rapports de la Curie romaine avec le roi et avec la nation polonaise, comme elle pouvait être exploitée par les hétérodoxes au préjudice de l'église. D'autre part, quoique Batory eût déjà été de fait maître de la Pologne, on ne pouvait guère chercher à se rapprocher de lui sans froisser l'empereur. On risquait en effet de subir les conséquences qui pouvaient résulter d'une telle attitude, conséquences certainement plus pénibles pour Rome, que les difficultés protocolaires créées par Henri III qui gardaient toujours le titre de roi de Pologne et revendiquait les droits que en découlaient.

Le nonce Vincent Laureo se trouva dans une situation très délicate. Partisan de la candidature d'un Habsbourg au trône de Pologne, propagandiste énergique et habile, il faisait son possible pour que le clergé restât fidèle à la cause de l'empereur. Voulant contrôler les faits et gestes du faible primat Uchański, il ne le quittait pas à Varsovie, l'accompagna à Łowicz et, soit par l'entremise de l'évêque de Wrocław Martin Gerstman, soit par l'intermédiaire de Jean Delfino, nonce apostolique à Vienne, il envoyait des messages pressants pour inviter l'empereur à hâter son intervention. Il insistait en même temps auprès des ambassadeurs impériaux, arrivées vers la mi-avril à Varsovie, afin qu'ils décidassent Maximilien à entreprendre une démarche décisive. De mieux en mieux il se rendait compte qu'il était dans l'intérêt de l'église de ne pas tarder à reconnaître le roi élu dont les forces augmentaient de jour en jour; néanmoins, n'ayant pas reçu d'instructions précises, il ne lui était pas permis d'entrer en rapports avec Batory sans y être autorisé par Rome, aussi poussait-il la prudence jusqu'à ne l'appeler que prince dans ses lettres et à eviter soigneusement de lui donner le titre de roi.[1] Il n'accepta également pas l'invitation à assister au couronnement et continua à séjourner à Varsovie puis à Łowicz où il suivait avec anxiété l'essor du parti de Batory et la diminuation du nombre des partisans de l'empereur, avec lesquels il était en correspondance suivie pour les encourager à la persévérence.[2] Il comptait cependant avec la possibilité que la cause de Maximilien serait

[1] Laureo, p. 444.
[2] Ibid., p. 382.

perdue et préparait des projets fantaisistes d'un mariage de l'archiduc Mathieu, un des fils de l'empereur, avec la princesse Anne, fille de Jean III Waza et de Catherine Jagellonne, lesquelles succéderaient un jour sur le trône de Pologne à Batory après la mort de celui-ci.[1] Le dernier espoir d'une intervention active de l'empereur s'évanouit entre-temps et Etienne Batory se rendit à Varsovie après la Diète de couronnement Les démarches et les sommations en vue de reconnaître le nouveau roi devenaient cependant de plus en plus fréquentes et pressantes du côté polonais et le danger de voir les partisans d'Etienne ou les heiduques s'emparer de Łowicz ainsi que du nonce, devenait de plus en plus imminent. Enfin Batory demanda expressément que le nonce vînt à Varsovie ponr reconnaître ainsi son élection, ou qu'il quittât le pays.[2] Il annonça en même temps qu'il se rendrait à Łowicz le 9 juin 1576. A cette nouvelle, Laureo partit la nuit pour la Silésie et son départ fut tellement précipité, qu'il perdit la plume de son chapeau au moment où il sautait sur un cheval. C'est du moins ce qu'on raconta ensuite à Bolognetti.[3] Toutefois il ne fut pas rappelé par le Saint-Siège, mais il s'établit à Wrocław où il suivait et observait le cours des événements en Pologne. Ainsi on ne réuissit pas à rétablir les rapports entre Pologne et le Vatican; néanmoins, d'un côté comme de l'autre, on se rendait compte, qu'un tel état de choses, ne pouvait qu'être préjudiciable pour les deux partis. En juillet 1576 Etienne Batory envoya à la Curie son secrétaire Jean Grzymała Zamoyski pour faire par au pape de son avènement au trône et pour annoncer que ses envoyés viendraient à Rome en ambassade d'obédience.[4] On se rendait très bien compte à Rome de la situation et l'on craignait les conséquences que pouvait entraîner le fait de ne pas avoir reconnu Etienne, mais en attendant, par égard pour l'empereur, il était difficile de trouver une entre issue. On ne sait pas jusqu'où seraient allées les choses, si une mort innattendue n'avait ravie Maximilien le 12 octobre 1576 au cours de la Diète de Ratisbonne. A Rome on accueillit cette nouvelle avec un véritable soulagement et la situation changea immédiatement. Déjà le 6 novembre le pape s'empressa de recon-

[1] Laureo, p. 404–5, 508–9.
[2] Ibid., p. 436.
[3] Bolognetti, vol. I, p. 665.
[4] Archiwum Zamoyskiego, vol. I, p. 125.

naître l'élection de Batory et enjoignit au nonce de rentrer en Pologne.[1] On était tellement pressé qu'on n'eût même pas le temps de changer de nonce et l'on ajourna sa nomination à une date ultérieure, quoique Laureo eût conseillé lui même d'envoyer une personnage qui ne serait pas compromis auprès du roi. Il craignait un effet qu'en qualité de partisan de la candidature d'un Habsbourg, il serait mal vu par Batory, de sorte que la défense des intérêts de l'église aurait pu en souffrir.[2]

Ces appréhensions se montrèrent vaines cependant Etienne ne comprenait que trop bien la raison de ces hésitations de Rome à le reconnaître; aussi n'aurait-il pas voulu troubler pour ce motif les bons rapports avec le Saint-Siège, ne serait-ce qu'avec son ambassadeur. D'autre part les intérêts réciproques étaient trop importants, pour que l'attitude de Rome, au moment de l'élection et de toutes les conséquences qui en résultaient pût avoir une répercussion fâcheuse sur les rélations recemment renouées.

En qualité de vassal de la Turquie, Batory inspirait une certaine méfiance à la Curie; d'autre part, si au moment du couronnement il avait juré de respecter les clauses de la conféderation de Varsovie datant de 1573, que Henri de Valois avait refusé de reconnaître, il n'y a pas lieu de s'étonner que le Vatican ait eu des appréhensions au sujet des rapports du roi avec les hérétiques. Rome visait à imposer au clergé polonais les décrets du concile de Trente et à les faire entrer en vigueur, d'autant plus que leur reconnaissance le feraient indubitablement dépendre plus directement du Vatican et permettrait à celui-ci d'avoir plus d'iufluence sur la situation politique en Pologne par l'intermédiaire de prêtres dévoués à la cause de l'église. Le rétablissement de la discipline ecclésiastique en Pologne et le renforcement de l'ascendant du clergé, étaient le premier pas vers la contre-réforme, vers l'affaiblissement de l'hérésie et vers sa complète destruction. L'annulation des décisions de la confédération de Varsovie, la juridiction ecclésiastique, la question des dîmes, voire même du denier de St. Pierre, étaient comprises elles-aussi dans le projet qui devait restituer à l'église son ancienne puissance en Pologne. Les vastes projets d'une ligue contre les Turcs faisaient partie de ce pro-

---

[1] Pastor: Geschichte der Päpste, vol. IX, p. 667.

[2] Laureo, p. 486, 491.

gramme politique, aussi l'attitude que prendrait envers lui Batory était-elle de la plus haute importance.

Le roi lui-même ne tenait pas moins aux bonnes relations avec l'église. Ainsi que l'ont prouvé les dix années de son règne, Batory était vraiment un bon catholique et aurait aimé voir la Pologne unifiée au point de vue religieux, ce qui aurait certainement contribué à la consolidation intérieure du pays. Néanmoins il n'était pas réactionnaire et n'aurait pas voulu user de contrainte; au contraire, politique avisé et perspicace, il se rendait très bien compte que les luttes religieuses contribueraient puissamment à affaiblir l'Etat.

La politique extérieure réclamait d'ailleurs également de bonnes relations avec Rome. La situation de Batory, comme celle de la Pologne, n'était pas brillante. Par rapport aux souverains étrangers Batory n'était après tout qu'un roi élu, un ancien voïvode de Transylvanie et un vassal du sultan. Ses relations avec la Turquie étaient, il est vrai, amicales, cependant, quoique cette puissance lui témoignât des égards, elle prenait envers lui une attitude protectrice et le considérait plutôt comme son vasal que comme roi de Pologne, attitude qui ne contribuait évidemment pas à raffermir sa position dans les Etats occidentaux. Quant à ses rapports avec l'Empire, ils étaient très tendus malgré la mort de Maximilien, non seulement à cause de la rivalité en Pologne, mais avant tout par suite des intérêts opposés en Hongrie. Maximilien avait déjà adopté une attitude hostile à Etienne lorsque celui-ci n'était que voïvode de Transylvanie; or du moment où Batory avait été élu roi de Pologne, il devint un adversaire vraiment dangereux pour l'empereur, en même temps le roi de Hongrie, vu qu'il pouvait réunir autour de sa personne tous les ennemis que les Habsbourgs comptaient dans ce pays. Les relations avec les princes allemands demeuraient douteuses. En tout cas l'antagonisme avec l'empereur ne permettait pas à Batory de compter sur les sympathies de certains d'entre eux. Quant aux autres, en particulier s'il agissait des princes protestants, les relations avec eux étaient franchement mauvaises, surtout à cause de Gdańsk dont ils encourageaient le refus d'obéir au roi de Pologne.

Pour la même raison les rapports avec le Danemark étaient également tendus et l'attitude qu'avait prise le roi Magnus en Livonie contribua de son côté à les troubler. Les prétentions que

la Suède et la Pologne élevaient à la possession de ce pays, créaient une atmosphère de méfiance, de sorte que la politique de ces deux puissances en Livonie était marquée au sceau d'une jalousie réciproque. L'attitude d'Ivan le Terrible qui, profitant du conflit armé avec Gdańsk, entreprit la conquête de la Livonie, constituait enfin la menace d'une guerre imminente. Pour le moment, la Pologne n'entretenait pas de rapports avec les autres pays de l'Europe, du moins si l'on fait abstraction de la France dont le roi Henri III ne reconnaissait pas la légitimité de l'élection d'Etienne et continuait à porter le titre de roi de Pologne. D'autant plus précieux pour Batory étaient les bons rapports avec Rome; aussi fait-il son possible pour se concilier la faveur du pape. Il nomme Paul Uchański, castellan de Bełz, ambassadeur auprès du Saint-Siège et il presse son départ.[1] Comme Uchański ajourne son voyage, il le remplace par Pierre Dunin-Wolski, évêque de Płock, qui passe quelques années à la Curie Romaine, en qualité d'ambassadeur du roi.[2]

Durant tout le régne de Batory deux questions principales dominent les relations entre la Pologne et Rome. La première est une affaire ecclésiastique, concernant la réorganisation de l'église en Pologne conformément aux décrets du concile de Trente, le raffermissement de sa position et la lutte contre l'hétérodoxie. Toutes les questions qui s'y rattachent, tels la nomination des dignitaires ecclésiastiques, l'extension de l'activité des Jésuites, voire même l'admission des catholiques seules aux fonctions civiles, se confondent dans ce problème unique consistant à augmenter la force de l'église dans l'Etat. Batory est ici parfaitement d'accord avec les desseins de Rome. Roi et catholique, il désire le règlement des questions religieuses dans le pays et autant que possiblc l'unification des cultes. Toutefois il est loin d'appliquer les méthodes violentes de la réaction catholique et de violer les lois existantes qu'il avait juré de respecter et qu'il était décidé à maintenir. Aussi, malgré les démarches pressantes et continuelles des nonces, refuse-t-il de déclarer nulles les décisions prises en 1573 par la

[1] Laureo, v. sub voce Uchański Paulus.
[2] Caligari, v. sub voce Uchański Paulus et Dunin-Wolski Petrus.

confédération de Varsovie; bien plus il tâche de les appliquer dans les moindres détails.[1]

Ce n'est qu'après avoir établi une comparaison avec l'étranger, qu'on se rend compte de la différence énorme entre les rapports de la Pologne avec Rome et les relations des autres Etats catholiques avec le Saint-Siège. L'absolutisme toujours croissant de Philippe II créait une atmosphère de tension continuelle entre la Curie Romaine et la cour d'Espagne. Ce souverein insiste toujours sur son attitude ultra-catholique, ce qui ne l'empêche pas de vouloir subordonner l'église à ses intérêts et d'en faire l'instrument du pouvoir séculier. Il n'hésite pas à violer tous ses privilèges soit en Espagne, soit en Italie, en sachant tirer profit des intentions de Rome. A Milan il en vient à une lutte ouverte entre l'archévêque et cardinal Charles Borromée et le gouverneur Louis Requesens ainsi que ses fonctionnaires qui sont excommuniés; à Naples le vice-roi et cardinal Granvella est frappé d'interdit par l'archévêque auquel il ravit le pouvoir, impose l'exil au vicaire général et jette en prison les juges ecclésiastiques. Les différents au sujet de la limitation des compétances des nonces apostoliques à Naples et des droits de patronage dans les évêchés de Sicile et de Sardaigne, les discussions au sujet de l'exercice de la juridiction ecclésiastique par les commissaires royaux et de la jouissance arbitraire des revenus des évêchés vacants, sont autant d'exemples caractéristiques de la politique acharnée et implacable de Philippe II à l'égard de Rome. En ce qui concerne les questions politiques proprement dites, l'Espagne prépare fréquemment des déceptions amères lorsqu'il s'agit d'exécuter les projets chers à la papauté, en particulier de former une ligue contre les Turcs. Quoique Rome eût autorisé le clergé espagnol à verser des sommes énormes à titre de subsides qui auraient permis de défrayer les dépenses d'une guerre avec les Turcs, Philippe II conclut en 1579 un armistice avec eux et le prolonge ensuite d'année en année. En même temps la diplomatie espagnole entame de longues négociations avec Roma et Venise au sujet de la ligue et c'est sous ce pretexte qu'elle demande de nouveaux subsides au Vatican. De même l'occupation armée du Portugal en 1580, contrairement à la volonté du pape, provoque un conflit aigu entre Rome et

[1] Bolognetti, vol. I, p. 455—459.

l'Espagne. Même sur une question comme la lutte pour enrayer les progrès de la réforme en Angleterre et dans les Pays-Bas, question où l'on aurait pu croire qu'il s'agissait d'intérêts communs, Rome et l'Espagne n'arrivèrent pas à s'entendre.

Toutes proportions gardées, les rapports entre Rome et Venise n'étaient pas plus satisfaisants. Ici encore les conflits entre le pouvoir séculier et les autorités ecclésiastiques ne cessaient pas et les rapports de la république avec la Turquie suscitaient continuellement le mécontentement du Saint-Siège.

La situation en France où catholiques et hugenots continuaient toujours à se faire la guerre, était une source de soucis permanents pour Grégoire XIII. L'attitude équivoque de Catherine de Médicis du vivant de Charles IX et de Henri III, pendant cette période décisive pour l'église catholique en France; les abus du droit dont jouissait le roi de conférer des dignités ecclésiastiques, abus grâce auxquels des gens indignes, des laïcs, voire même des femmes et des enfants en étaient investis; la résistance opposées à l'entrée en vigneur des décrets du concile de Trente; la protection accordée aux gallicans; la rivalité continuelle avec Philippe, ce qui en conséquence ne faisait qu'encourager l'insurrection dans les Pays-Bas — voilà autant de raisons qui permettent de comprendre l'inquiétude et le mécontentement du pape.

Les rapports entre Rome et la cour de Prague étaient plus amicaux. Contrairement à son père, Rodolphe II était un catholique convaincu, aussi n'hésita-t-il pas à manifester ouvertement ses convictions en écartant les protestants de la cour. Il était cependant trop faible pour se mettre à la tête de la contre-réforme dont la direction passa aux ducs de Bavière qui étaient les principaux défenseurs du catholicisme en Allemagne. Le mouvement contre-réformiste se développait avantageusement dans l'Allemagne du Sud et les pays autrichiens; en revanche le Nord de l'Allemagne était perdu pour le catholicisme, tandis que l'apostasie de l'archévêque de Cologne Gebhard Truchsess dans les pays rhénans, puis la guerre dite de Cologne, d'autant plus dangereuse qu'elle avait pour théâtre un territoire voisin des Pays-Bas, remplissaient le Saint-Siège d'anxiété.[1]

[1] Pastor, op. cit., vol. IX, v. les chapitres V—IX.

Combien calme était la situation en Pologne, lorsqu'on la compare avec les troubles religieux à l'étranger! Pendant les dix années que dura le règne de Batory, il ne s'est produit aucun événement qui de part et d'autre eût pu susciter le mécontentement ou provoquer un conflit. Les potins au sujet du divorce projeté du roi avec Anne Jagellonne, et en conséquence la crainte d'un synode provincial qui aurait pu devenir national et aboutir à la constitution d'une église nationale, étaient nés dans l'esprit soupçonneux du nonce Caligari et n'étaient qu'un écho des anciens projets du primat Uchański. Il suffit d'un séjour de quelques mois du nonce Bolognetti, le successeur de Caligari, pour dissiper ces craintes,[1] de sorte que les anciens soupçons firent place à une entière confiance du pape envers le roi. Combien insignifiant paraît le différend au sujet de Simon Ługowski, prévôt de Miechów, nommé évêque de Przemyśl,[2] si nous comparons cet incident avec les conflits analogues dans les autres pays d'Europe!



Le pape Grégoire XIII (Bois de « Censura orientalis ecclesiae », éd. St. Sokołowski, Cracovie 1582)

Le maintien de bonnes relations entre la Pologne et le Saint-Siège était certainement la conséquence de conditions spécifiquement polonaises. Ne disposant que d'un pouvoir limité et restreint, le roi ne pou-

[1] Caligari et Bolognetti, vol. I, v. sub voce Anna Regina, divortii machinatio.
[2] Caligari et Bolognetti, vol. I, v. sub voce Ługowski Simon.

vait songer, comme en Occident, à porter atteinte aux privilèges dont jouissaient la noblesse et le clergé, aussi le souverain ne pouvait-il guère abuser de son autorité. D'autre part, la puissance et la richesse des évêques et des prélats, capables de se mesurer avec les plus grandes familles du pays, le grand rôle qu'ils jouaient au Sénat et à la chancellerie royale où les charges importantes de vice-chancelier et de référendaires, ainsi qu'au moins la moitié des postes de secrétaires leur étaient réservé, rendaient impossible un conflit entre le monarque et le clergé, sans parler d'un litige avec Rome. La clergé, en grande partie d'origine noble, était rattaché par des liens multiples à la noblesse, de sorte que toute limitation de ses privilèges aurait certainement provoqué une violente réaction de la classe dirigeante. Malgré toutes ses défectuosités, l'église de Pologne constituait une organisation forte et serrée que dirigeaient des évêques dont le zèle était supérieur à celui de leurs prédécesseurs à l'époque de Sigismond-Auguste. Ils se soumirent aux décisions du concile de Trente et les appliquaient en général avec zèle, se bornant à réclamer certaines dispenses concernant entre autres la jouissance des bénéfices. Presque tous il se rangèrent du côté du roi et appuyaient ses projets mais il n'ny avait pas de Granvella dans leur nombre. Au contraire, Stanislas Karnkowski, le seul évêque qui avait contribué à faire élire Etienne Batory, et que le roi fit nommer primat ensuite, devient plutôt le porte-parole de la noblesse et suscite plus d'une fois le mécontentement du roi et de Zamoyski.[1]

Les hétérodoxes n'étaient ni assez influents, ni assez forts sous e règne de Batory pour qu'on puisse s'appuyer sur eux; ils ne constituaint de parti ni au Sénat, ni à la Diète, comme il n'existait d'ailleurs pas un parti franchement catholique. Ils n'ont plus la force de résistance morale, il leur manque l'ardeur et l'enthousiasme qui caractérisaient leurs devanciers au temps de Sigismond-Auguste. Ils ne s'acharnent plus contre les papistes comme le font si fréquemment leur correligionnaires en France et en Allemagne. Si nous ne perdons pas de vue les relations amicales que les dissidents entretiennent avec le clergé, voire avec les nonces, si nous tenons compte de leurs démarches afin que non seulement les

[1] Archiwum Zamoyskiego, vol. III, p. 21, 59, 453; Bolognetti dép. 17/8, 1584.

mariages mixtes, mais aussi les unions entre dissidents soient bénies dans les églises catholiques,[1] nous pouvons sérieusement douter de la profondeur de leurs convictions protestantes ou calvinistes. D'ailleurs les conversions fréquentes au catholicisme ne font que confirmer cette oppinion.[2] Nous ne pensons évidemment qu'aux classes plus élevées qui avaient de l'influence sur les affaires politiques. En effet, la petite noblesse hétérodoxe n'était pas imbue de ces idées libérales et s'intéressait toujours encore aux questions religieuses, aussi appartenait-elle à différentes sectes sans grande importance, dont l'influence dans la vie publique était nulle, d'autant plus qu'elles étaient divisées par des disputes et des querelles. La grande masse de la noblesse dissidente pouvait représenter une certaine force et avoir quelque importance pour un Stanislas Górka en Grande-Pologne[3] ou pour les Zborowski en Petite-Pologne[4] après la mort de Jean Firlej, néanmoins elle ne jouait presque aucun rôle dans les questions générales intéressant l'Etat. Tous ces facteurs contribuaient à maintenir l'équilibre dans les questions religieuses, cependant l'influence prépondérante du catholicisme se faisait de plus en plus sentir, de sorte que les affaires concernant l'église ne provoquaient pas de conflits plus sérieux et ne donnaient pas lieu à l'intervention de Rome.

Si nous reconnaissons l'importance des facteurs mentionnés, nous devons cependant donner la première place à la personne du roi. Etienne Batory était à n'en pas douter un catholique convaincu, de sorte qu'en qualité de croyant et de roi, il aurait voulu que tous ses sujets appartinssent à l'église catholique. Mais le roi Etienne était tolérant dans la vraie acception du terme et il n'aurait certainement pas été facile de trouver vers la fin du XVIe siècle beaucoup de personnalités qui l'auraient rappelé à cet égard. La tolérance pour les autres religions ne découle pas chez lui de l'indifférentisme ou du libéralisme que, vers la moitié du XVIe siècle, on observe parfois chez des caractères nobles et généreux;

[1] Caligari et Bolognetti, vol. I., v. sub voce haeretici, matrimoniorum abussus, benedictio matrimonii.

[2] Caligari et Bolognetti, vol. I, v. sub voce conversiones haereticorum, haeretici, conversio.

[3] «Capo degli heretici» Bolognetti, vol. I, p. 614.

[4] Uchańsciana, vol. V, v. sub voce Zborowski.

bien plus elle est la conséquence d'un profond sentiment de justice chez un homme qui comprend la responsabilité qui pèse sur un souverain. Le roi protège partout les Jésuites[1] pour faire rentrer les hétérodoxes dans le giron de l'église; il fonde immédiatement après la prise de Połock, un collége qu'il leur destine dans cette ville;[2] envers et contre l'évêque Pierre Myszkowski, le chapitre et l'Académie, il fait son possible pour que les pères de la Société de Jésus s'établissent à Cracovie à côté de l'église Ste Barbe;[3] il crée en Livonie une organisation ecclésiastique en même temps qu'il institue l'administration publique;[4] il fonde un séminaire en Transylvanie et se réjouit d'y voir augmenter le nombre des couvents de Jésuites[5] — oui, mais ce roi défend avec ardeur, en présence du nonce apostolique, les décisions prises en 1573 par la confédération de Varsovie et, se rappelant qu'il a juré de les respecter, il ne tolère même pas l'idée de trahir son serment.[6] Veillant au maintien de la paix «inter dissidentes in religione», il fait punir à Cracovie[7] les incendiaires du temple protestant dit «Bróg» et ne consent pas à rétablir la juridiction ecclésiastique.[8] Il lui répugne de porter atteinte à la liberté de conscience de qui que ce soit. Il introduit en 1582 la réforme du calendrier en Pologne,[9] néanmoins, comme les orthodoxes continuent à se servir de l'ancien calendrier, il défend de leur imposer par la force le calendrier grégorien.[10]

Le roi est en outre doué d'une qualité qui pendant tout son règne lui permet de rendre les rapports entre Rome et la Pologne non seulement corrects, mais encore amicaux. Cette qualité est le charme exceptionnel qu'il exerce sur des étrangers aussi sceptiques

---

[1] Veress, vol. I, II, passim; Caligari v. sub voce Stephanus Rex, religio et de Ecclesia cura; Bolognetti I, v. sub voce Ecclesia, merita Stephani Regis de Ecclesia.

[2] Caligari, p. 280.

[3] Bolognetti, vol. I, p. 467.

[4] Bolognetti, vol. I, v. sub voce Livonia, religio catholica adiuvanda.

[5] Ibid., p. 354.

[6] Ibid., p. 455–459.

[7] Caligari, p. 60.

[8] Bolognetti, vol. I, p. 459—461.

[9] Ibid., p. 423.

[10] Nehring W.: O życiu i pismach J. D. Solikowskiego, Poznań 1860, p. 57; Tretiak Józef: Piotr Skarga, Kraków 1912. p. 84—87.

et mal disposés envers lui que l'étaient au début les envoyés de Rome. Le premier, Vincenzo Laureo, est animé de sentiments ouvertement hostiles à Etienne Batory, ne serait-ce que pour la raison qu'il à réduit à néant ses efforts pour faire monter les Habsbourgs sur le trône de Pologne. Ajoutons la méfiance et les doutes qu'inspirait l'orthodoxie catholique du roi, une certaine animosité que fit naître le serment de respecter les clauses de la confédération de Varsovie, enfin l'appréhension de voir Etienne profiter de l'appui des Turcs pour se tourner contre les Habsbourgs. Et pourtant vers la fin de son séjour en Pologne, Laureo témoigne au roi la plus grande considération et ne lui ménage pas les éloges. A ton tour, le second nonce apostolique, Giovanni Andrea Caligari, rempli de préjugés au début, subit dès son arrivée en Pologne le charme du roi, de sorte qu'il est désormais le mieux disposé pour lui. On peut en dire autant du réservé et prudent Alberto Bolognetti qui entretient les meilleurs rapports avec Etienne Batory; quant à Antonio Possevino, ce jésuite impulsif et plein d'ardeur, il ne trouve pas d'expressions assez flatteuses pour vanter et exalter le roi. Rien d'étonnant que du moment où des renseignements aussi élogieux parvenaient à la Curie Romaine, la figure du roi se dessinait aux yeux du pape et du cardinal di Como, son secrétaire d'Etat, sous un jour de plus en plus favorable, d'autant plus que les rapports des nonces étaient confirmés par des actes qui ne pouvaient que susciter une vive satisfaction à Rome.

Il peut sembler étrange que malgré son charme Batory n'ait pas su se concilier les sympathies des Polonais contemporains et que c'est seulement à l'histoire qu'il doit la place que lui assuraient sa personnalité, ses hauts faits et ses projets grandioses. Il n'avait de prestige ni parmi les grands seigneurs, ni parmi la noblesse et son influence ne s'étendait qu'au personnes relativement peu nombreuses qui s'en approchaient à la cour. Batory ayant été élu par la noblesse, dès le début les grands seigneurs polonais ne lui témoignaient pas de sympathie et le traitaient même avec quelque hauteur. Qu'était-il de plus qu'un voïvode de Transylvanie et un vassal du sultan? Il n'était d'ailleurs pas assez riche pour se concilier la faveur des magnats qui comptaient sur son argent. Comme il n'avait pas tenu compte des Zborowski en conférant la première fois de hautes dignités et en distribuant des starosties,

il s'aliéna les sympathies de cette puissante famille, la seule qui eût été favorable à sa candidature au moment de l'élection. Mais ce qui avait surtout mécontenté les grands seigneurs, c'étaient les faveurs accordées à Jean Zamoyski. Ce tribun de la noblesse à l'époque de l'interrègne, qui d'un coup devient vice-chancelier, bientôt après grand-chancelier et grand-général de la Couronne, qui obtient une série de riches starosties et accumule une fortune énorme, pour s'allier enfin aux Radziwiłł et ensuite à la famille du roi en épousant Grisélidis Batory, est détesté par les magnats,[1] aussi leur haine se porte-t-elle également sur celui auquel il doit sa position exceptionnelle. Dans les questions du ressort de la politique intérieure, Zamoyski est non seulement le conseiller du roi, car il dirige à peu près toute la politique en général. Des observateurs aussi perspicaces que les nonces se rendaient fort bien compte de cette situation et ils insistent souvent sur ce sujet. Vincenzo Laureo dit déjà que le roi est gouverné par Zamoyski[2] et quelques années plus tard, soit en 1583, Bolognetti, le nonce suivant, fait observer que par suite de l'absence de Zamoyski, le roi s'abstient de régler les affaires courantes.[3] Le roi s'entendait cependant si bien avec le grand-chancelier, que Bolognetti pouvait mander une autre fois qu'il était indifférent si l'on s'entretenait avec Batory ou avec Zamoyski.[4]

Le caractère despotique du grand-chancelier et son attitude vis-à-vis des personnes ausquelles il avait affaire, contribuaient certainement à renforcer l'antipathie qu'il inspirait aux grands seigneurs. Le roi n'avait pas d'influence directe sur la noblesse et n'était pas en contact avec elle; celle-ci suivait d'ailleurs déjà les ordres des aristocrates, quoiqu'elle eût encore gardé glus d'indépendance à leur égard qu'aux XVIIe et XVIIIe siècles. Quant aux représentants peu nombreux de la noblesse qui s'étaient distingués dans la période précédente, ils étaient en général plutôt enclins à faire de l'opposition à Etienne. Vis-à-vis de la noblesse, il se disaient défenseurs de la liberté, soi-disant menacée par le roi, et souvent ils tiraient parti d'une parole plus dure que le souverain avait prononcée à la Diète. Pendant les premières années du règne les grands

[1] Archiwum Zamoyskiego, vol. III, p. 459.
[2] Laureo, p. 511.
[3] Bolognetti, dép. 13/1 1583.
[4] Ibid. dép. 23/5 1583.

impôts que réclamait la guerre contre les Moscovites, ne pouvaient guère bien disposer pour le roi la noblesse, peu habituée à des sacrifices financiers, tandis qu'à partir de 1584 la majorité des nobles s'est ouvertement déclarée contre le roi et Zamoyski à la suite de la décapitation de Samuel Zborowski.[1]

Ces questions intéressant la politique intérieure, ne pouvaient avoir d'influence sur l'attitude de la Curie envers Etienne Batory. Elle manifeste son contentement et ses bonnes dispositions à l'égard du roi non seulement par des brefs élogieux, mais aussi par des actes témoignant qu'elle va au-devant des désirs du souverain. Ainsi on approuve à Rome les évêques nommés par Batory et se conforme à ses désirs concernant le choix des personnes appelées à remplir de hautes fonctions dans l'église de Pologne. Le fait que le nonce Bolognetti et Georges Radziwiłł, évêque de Wilno, furent revêtus de la pourpre cardinalice en 1583, puis qu'André Batory, neveu du roi, fut élevé à la même dignité en 1584, est la preuve la plus éloquente de l'amitié que le pape témoignait au souverain.

Ainsi la situation de l'église en Pologne ne pouvait que satisfaire la Curie et ne réclamaient aucune intervention de sa part, aussi lui permettait-elle de suivre attentivement la politique proprement dite du roi. Si l'influence de Batory, respectivement celle du chancelier Zamoyski, se faisait fortement sentir dans la politique intérieure, elle était exclusive dans les affaires étrangères, de sorte que dans une certaine mesure il est permis de parler d'une politique personnelle d'Etienne Batory.

C'est bien lui qui prenait l'initiative en matière de politique et c'est entre ses mains qu'en reposait l'exécution. La société, c'est-à-dire les sénateurs, la noblesse et le clergé, était appelée à prendre part à cette politique, uniquement dans la mesure où elle on couvrait les frais. Et si nous pouvons dire que la politique de Batory était personnelle, c'est aussi parce que la Transylvanie, son pays d'origine, y joue un rôle important, voire même décisif, du moins s'il s'agit de l'attitude envers les Habs-

[1] Dyaryusze sejmowe z roku 1585 (SS. rr. Pol. XVIII), passim.

bourgs. Il est vrai qu'aucun lien juridique n'unissait la Pologne à la Transylvanie et qu'après son avènement au trône, Etienne céda le titre de voïvode à son frère Christophe et qu'après la mort de ce dernier il passa à Sigismond, fils mineur de Christophe; toujours est-il qu'il a entièrement gardé la direction générale de la politique de ce pays. L'opposition en Pologne en voulait au roi et lui reprochait en 1584 de ne pas renouveler la paix avec l'empereur à cause de Szatmár qu'il revendiquait non comme voïvode de Transylvanie mais en qualité de roi de Pologne et pourtant la Pologne ne tenait pas à Szátmar et se désintéressait des affaires de Hongrie.[1] D'ailleurs on faisait un grief à Batory d'avoir déclaré, paraît-il en 1577, que Dieu ne l'avait pas créé pour les Polonais mais bien pour les Hongrois.[2]

A l'époque de Batory les rapports politiques sont plus animés surtout avec les voisins les plus proches de la Pologne. Par suite de la guerre dont la Livonie est l'enjeu, les relations avec la Moscovie passent au premier plan et les rapports avec la Suède dont les intérêts dans ce pays sont opposés à ceux de la Pologne, sont tendus. Ces questions sont étroitement liées l'une à l'autre et constituent la problème baltique qui comprend la lutte pour la domination sur la Baltique et l'affaire de la navigation de la Narwa, soit la question de l'accès de la Moscovie à la mer. Le Danemark, les villes affiliées à la Ligue hanséatique, Gdańsk et le duché de Prusse, sont également intéressées dans ce problème. Un autre enchevêtrement de questions politiques intéresse le Sud. Il s'agit d'abord du maintien de la paix avec la Turquie et de la rivalité avec les Habsbourgs en Hongrie, question plutôt personnelle de Batory. Voilà les principaux problèmes politiques transmis par les Jagellons, problèmes dont Batory ne réussit à résoudre qu'une petite partie, notamment la question de la Baltique. Batory les lègue aux rois de la dynastie des Wasas qui lui succéda. Durant leur règne la question en rapport avec la famille des Batory ainsi que le conflit avec les Habsbourgs ne sont plus d'actualité, tandis que les autres questions sont réglées au préjudice de la Pologne.

Les relations avec les autres pays n'entrent pour ainsi dire pas

[1] Ibid. p. 276.

[2] Boratyński: Stefan Batory, p. 30, n. 4.

en ligne de compte; elles sont nulles avec la France, vu que Henri III n'a pas renoncé à la couronne de Pologne, tandis qu'avec l'Espagne elles se bornent aux démarches pour obtenir l'héritage de la reine Bone dans le royaume de Naples.[1] Enfin, voulant fonder une factorerie à Elbląg, l'Angleterre s'abouche avec la Pologne et entame des négociations diplomatiques.[2] Le roi emprunte de l'argent aux électeurs de Saxe et de Brandebourg[3] afin de pouvoir faire la guerre à Moscou et défent, en qualité d'époux d'Anne Jagellonne, les droits de la reine à l'héritage qui lui revient après sa soeur Hedvige, duchesse de Brunswick.[4] Quant à Venise, elle aurait désiré entrer et rapports diplomatiques avec la Pologne en 1583, mais ce projet n'aboutit pas, de même qu'échoue le plan de fonder une ligue antiturque, vrai motif de ce rapprochement.[5]



A. Possevino
(Cuivre du XVI[e] s.)

C'est cependant avec le Curie Romaine, considérée comme puissance politique, que les relations sont les plus suivies, de sorte que tous les grands problèmes intéressant la Pologne dans le Nord et le Sud de l'Europe gravitent vers Rome et agissent sur les rapports de la papauté avec notre pays et le roi Etienne. En effet, c'est à Rome que sont débattues aussi bien les questions relatives à Moscou et à la Suède, que celle qui intéressent la Turquie et les Habsbourgs. Les projets d'une ligue contre les Turcs que caressent Grégoire XIII et son successeur Sixte-Quint, sont le lien qui unit ces différentes questions. Depuis la moitié du XV[e] et durant le XVI[e] siècle la papauté vise avec persévérence à former cette ligue. Plusieurs fois elle arrive à la créer, mais seule la victoire de Lepante en 1572 marque un succès éphémère de la politique pontificale. Rome a toujours tenu à rattacher la Pologne à la ligue, mais l'antipathie des Polonais pour les Habsbourgs, en particulier quand il s'agissait de combattre les Zapolya, de même que la crainte que leur inspirait la Turquie rendaient vains tous ses efforts.

[1] Bolognetti, vol. I, v. sub voce Anna Regina, Neapolitanae rationes.
[2] Boratyński: Stefan Batory, Hanza i powstanie Niderlandów, passim.
[3] Bolognetti, vol.I, v. sub voce Augustus Saxoniae dux et Georgius Fridericus.
[4] Ibid., v. sub voce Brunsvicum.
[5] Ibid., p. 493.

Il en était ainsi au cours de la dernière Diète convoquée par Sigismond-Auguste où le cardinal-légat Francesco Giovanni Commendone et le nonce Vincenzo del Portico se heurtèrent à un refus définitif.[1] La situation changea sous Etienne Batory. D'une part, non seulement le roi ne donne pas de réponse négative, mais il se déclare au contraire prêt à adhérer à la ligue et à prendre part à la guerre contre les Turcs; d'autre part la participation de la Pologne à la ligue est au premier plan, vu que cette puissance doit y jouer un rôle décisif; aussi vers la fin du règne, Batory est-il sonsidéré comme le futur chef des forces chrétiennes, appelées è briser la puissance turque en Europe. La question de la participation de la Pologne à la ligue antiturque est étroitement liée aux principaux problèmes de sa politique étrangère, en particulier à ses rapports avec Moscou et les Habsbourgs. Rome tâche de rétablir la paix entre la Pologne et Moscou pour faire ces deux Etats se tourner contre la Turquie; cependant dans les dernières années du règne de Batory Sixte-Quint approuve son grand projet consistant à conquérir la Moscovie et à faire marcher contre les Turcs les deux pays unis sous le sceptre du roi. De même Rome intervient toujours dans les rapports de la Pologne avec les Habsbourgs, afin de réconcilier les deux Etats brouillés et de s'en servir contre la Turquie.

La question de savoir sur quoi comptait Etienne Batory en promettant son adhésion à la ligue contre les Turcs, se pose à présent. En Pologne aucun changement ne s'est produit depuis 1572, date à laquelle le primat Uchański avait donné une réponse négative à Commendone, justifiée par le danger qu'il voyait de rompre arbitrairement l'alliance entre la Pologne et la Turquie, car le primat ne croyait pas de même au secours de l'étranger au cas où la Turquie attaquerait.[2] La crainte du danger turc continuait à être générale dans la noblesse et elle fut un des motifs de l'élection de Batory que le sultan avait recommandée. On ne peut guère s'imaginer que la noblesse polonaise, hostile à toute guerre et surtout aux sacrifices qu'elle entraînait, ait consenti à une expédition contre la Turquie. N'avait-elle pas pendant la guerre victorieuse avec Moscou, constamment invité le roi à conclure

[1] Uchańsciana, vol. V, 488.
[2] Ibidem.

la paix? ne s'était-elle pas décidée à grand'peine à voter les impôts nécessaires dans le courant de la dernière année de la campagne?[1] Malgré l'éclatante victoire, malgré la conquête de la Livonie et la reprise de Połock, l'accueil qu'on fit à Batory en Pologne ne témoignait pas d'une joie et d'une reconnaissance sincères. La Diète de 1582 s'était séparée sans aboutir à un résultat quelconque, à cause d'une affaire de peu d'importance, soit à l'occasion d'un différend entre Stanislas Czarnkowski et le primat Stanislas Karnkowski, mais ce n'était là qu'un prétexte, car il faut chercher l'explication de cet événement dans la méfiance envers le roi Batory.[2] Dans ces conditions le roi pouvait-il vraiment compter avec la possibilité de faire adhérer la Pologne à la ligue? Nous ne saurions guère le supposer et l'on chercherait vainement la moindre trace d'un effort que le roi aurait tenté pour agir sur l'opposition ou pour préparer la noblesse à la perspective d'une guerre. Tous les entretiens sur la ligue avaient lieu entre le roi et les nonces, surtout Bolognetti et Possevino; d'autre part les sources ne nous apprennent même pas que le sujet de ces conversations ait été connu en Pologne et que les milieux en contact avec la cour, voire les personnes initiées à la politique extérieure, en aient eu connaissance.

Dans ces conditions, on pourrait supposer que le roi leurrait Rome et ne pensait nullement à s'engager dans une guerre contre les Turcs. Cette supposition serait même confirmée en partie par les efforts d'Etienne de vivre en bons rapports avec la Turquie et de maintenir la paix avec cette puissance; néanmoins on n'est pas en droit d'admettre une pareille perfidie de la part de ce souverain. Tout ce que nous savons sur sa conduite, nous permet de conclure que Batory était un homme droit, incapable d'une telle ruse; d'ailleurs la diplomatie pontificale n'était pas assez inhabile pour se laisser tromper pendant une série d'années. Cependant Batory était un diplomate très adroit, comme en témoigne le fait qu'il savait tirer profit des projets relatifs à la ligue pour arriver à ses fins. Il n'y a pas de doute que l'idée de chasser les Turcs de l'Europe lui était chère, d'autant plus que pendant quelque temps il avait été vassal du sultan, que son pays devait

[1] Bolognetti, vol. I, p. 263.
[2] Ibid., vol. I, p. 609 et suiv.

payer un tribut et dépendait de la fantasie des hauts dignitaires à Constantinople. L'exemple des pays limitrophes comme la Valachie et la Moldavie, puis l'exemple de leurs ducs élevés sur le trône ou déposés suivant la volonté du sultan, devait lui faire craindre que la Transylvanie ne subît le même sort. En qualité de Hongrois il ne pouvait être indifférent aux destinées de la partie de la Hongrie qui gémissait sous le joug turc; pourquoi donc n'aurrait-il pas songé à prendre la revanche et à une lutte décisive contre la Turquie en commun avec les autres états chrétiens de l'Europe? Il pouvait promettre par conséquant de se joindre en principe à la ligue au cas où des conditions favorables permettraient de la fonder, mais li savait qu'on en était encore très loin. En attendant il pouvait tirer parti des projets d'une croisade contre les Turcs, si chers à Rome, pour atteindre des buts plus proches. En premier lieu il voulait exercer par l'intermédiaire de Rome une pression sur les Habsbourgs afin de liquider les différends qu'il avaient avec eux en Hongrie; de plus il souhaitait obtenir le consentement de la Curie au grand projet de conquérir la Moscovie et s'assurer l'appui que le pape lui avait promis pour l'exécuter. Il n'est guère possible de dire, s'il aurait vraiment pris part à une expédition contre les Turcs après avoir posé sur sa tête le bonnet de Monomaque, car il a emporté ce secret dans la tombe. Quoiqu'il en soit, nous pouvons constater que durant toute la durée des négociations concernant la ligue, il ne demanda ni reçut le moindre subside de Rome. Sa seule récompense était la considération dont il jouissait à la Curie et les chapeaux de cardinal offerts à ses candidats Albert Bolognetti, Georges Radziwiłł et son neveu André Batory. Une comparaison entre Etienne Batory et Philippe II se présente d'elle-même à l'esprit. En effet, le roi d'Espagne opposait de sérieux obstacles à la formation d'une ligue et ne cessait de prolonger l'armistice avec le Turcs, quoique en même temps il demandât au pape l'autorisation à toucher d'énormes subsides du clergé espagnol pour faire la guerre aux infidèles. L'attitude de Batory à l'égard de la Pologne n'était pas ambiguë, parce qu'il n'entendait pas l'engager dans une guerre avec la Turquie, si les états ne l'avait pas approuvée, comme il ne voulait pas exposer le pays à un danger quelconque. Le roi ne pouvait ignorer les difficultés que l'Espagne, Venise et l'empire faisaient avant d'entrer dans la ligue;

or ce n'est qu'à condition que ces puissances y prendraient part, qu'il s'était engagé à y adhérer et Rome approuvait cette condition. Batory pouvait supposer que dans cet état de choses et au cas où l'on satisferait à toutes les conditions, il trouverait en Pologne une majorité qui appuierait sa politique; cependant il prévoyait une guerre, même s'il en était autrement, et était décidé à la mener en employant les forces dont il disposait lui-même, sans compter sur le concours de la Pologne.[1]

Grégoire XIII avait hérité de son prédécesseur Pie V d'une ligue comprenant le Saint-Siège, l'Espagne, Venise, Gênes et la Toscane, aussi désirait-il la maintenir et l'amplifier. La tâche était particulièrement difficile, car la jalousie dont l'Espagne était animée envers Venise et la méfiance de celle-ci à l'égard son alliée, empêchaient une action commune des deux Etats. La formation d'une ligue se heurtait encore à d'autres difficultés, car l'Espagne craignait la France et le soulèvement des Pays-Bas était pour elle la source d'une grande inquiétude. D'ailleurs l'Espagne avait plus d'intérêt à entreprendre une expédition contre les régions plus proches comme l'Algérie ou le Maroc. Lorsque plusieurs années plus tard elle s'empara «manu militari» du Portugal pour le réunir sous le sceptre de ses rois, elle eut un nouveau souci qui absorbait son attention. D'autre part Venise était épuisée par les dépenses de la guerre et par les pertes qu'elle subissait par suite de l'arrêt du commerce avec le Levant, la principale source de ses revenus. Même Grégoire XIII, auquel les Espagnols mal disposées pour lui, reprochaient sa faiblesse à l'égard de Venise ainsi que le manque de persévérance dans la réalisation de ses projets, rendait difficile la création d'une ligue, de sorte que les négociations en vue de la former furent plus d'une fois interrompue pendant un espace de temps plus ou moins long On n'a jamais oublié ces projets à Rome, aussi, suivant la situation, voit-on se manifester un redoublement d'énergie qui se traduit par une activité diplomatique plus intense. Il est possible de suivre les différentes phases de cette activité en Pologne, où elles trouvent une expression très nette dans les rapports entre la Curie et ce pays.

[1] Laureo, p. 549.

La première demande au sujet de la participation de la Pologne à la ligue, fut adressée au nom de Pie V à la Diète de 1572 par le cardinal-légat Commendone, qui avait été chargé de la même mission auprès de l'empereur Maximilien II. La ligue existait déjà à cette époque, toute la chrétienté était sous l'impression de la victoire de Lépante, néanmoins Commendone se heurta au refus du sénat et Sigismond-Auguste posa des conditions, qui en général rendaient l'adhésion de la Pologne impossible.[1]

Le nonce Vincenzo Laureo fit, au cours de sa première audience chez Batory en mai 1577, la seconde proposition de se joindre à la ligue. La situation était alors fort différente et bien moins favorable aux projets de la papauté, qu'en 1572. La ligue n'existait pas de fait, car en 1573 Venise avait conclu séparément la paix avec la Turquie. Pendant quelques années on tâchait encore de mener la guerre en se servant uniquement des troupes de la papauté et de l'Espagne, et l'on se bornait à des opérations militaires dans la partie occidentale de la Méditerranée et à la prise de Tunis que les Turcs reprirent cependant en 1574. La ligue dépérissait peu à peu et les ralations du pape avec Philippe II étaient constamment troublées par des conflits concernant les affaires de l'église; enfin en 1576 l'Espagne entame avec la Turquie des négociations qui aboutissent en 1579 à un armistice.[2] En Pologne également la situation est complètement changée. Un ancien vassal de la Turquie dont le sultan recommande l'élection et que le nonce soupçonne d'avoir des sympathies turques, monte sur le trône. Le principal obstacle est constitué par le conflit avec l'empereur dans les affaires de Hongrie, conflit qui remonte à l'époque où Batory était chargé d'une mission auprès de Maximilien II par Jean Zapolya, puis par l'attitude que l'empereur prit envers Etienne après que celui-ci eût été élu prince de Transylvanie. La réponse du roi est caractéristique; sans dire un mot de la Pologne, il déclare qu'il peut facilement mettre sur pied 30.000 cavaliers et 10.000 fantassins en Transylvanie. Cette déclaration du roi s'explique aisément si on la rapproche des entretiens précédents avec le nonce, où il était question des torts que lui avait faits Maximilien. Etienne se plaignait également de la trahison de

[1] Uchańsciana, vol. V, p. 488.

[2] Pastor o. c., vol. IX, p. 242 et suiv.

l'empereur et affirmait que la lutte contre les infidèles avait toujours été son rêve le plus cher. Une autre fois il blâmait les Vénitiens d'avoir trahi le pape et Philippe, en signant la paix avec la Turquie.[1] Après ces entretiens le roi jugeait superflu de déclarer qu'il consentait à adhérer à la ligue, aussi répondit-il à l'invitation du nonce, en précisant sur le champ le nombre d'hommes qu'il pouvait fournir. On se rend aisément compte pourquoi le roi ne promettait pas que la Pologne adhérerait à la ligue ou lui donnerait son appui, car en ce moment son concours était moins probable qu'à toute autre époque. La Pologne était occupée par la guerre avec Gdańsk, tandis que dans le Nord se dessinait la nécessité d'une lutte décisive pour chasser les Moscovites de la Livonie. Si l'on ne perd pas de vue ces conditions ainsi que la situation du Saint-Siège et de l'Espagne, on ne tarde pas à s'apercevoir que l'appel du nonce et la réponse du roi avaient un caractère purement théorique; en effet on ne faisait que constater qu'Etienne approuvait le projet d'une ligue et que le jour où elle serait constituée, il prendrait par à la guerre contre les Turcs. C'est ainsi qu'on comprit probablement de part et d'autres le sens de ces entretiens, car le nonce ne revient plus sur ce sujet et, quoique le roi ait exprimé le désir d'adhérer à la ligue, il jure de maintenir la paix avec la Turquie.[2]

Plus importants que cette déclaration sont les efforts de Laureo pour réconcilier Etienne Batory avec Rodolphe II. La mort de Maximilien n'avait écarté qu'une seule difficulté et il en restait d'autres qu'on ne pouvait pas résoudre dans une atmosphère de méfiance réciproque. L'empereur niait avoir soutenu les Danzicois et entretenu des rapports avec l'Empire moscovite, qui, d'après des soupçons répandus en Pologne, aurait, sous l'influence de Rodolphe, poussé les Tartares à l'attaquer.[3] Le renouvellement des anciens traités entre la Pologne et les Habsbourgs que réclamait l'empereur n'aurait probablement pas offert de difficultés, d'autant plus qu'il n'y avait pas de questions litigieuses à régler. Plus difficiles à réparer étaient les torts qu'avaient subis Batory comme prince de Transylvanie, car il ne s'agissait pas uniquement de donner

---

[1] Laureo, p. 549.
[2] Ibid., p. 621.
[3] Ibid., p. 580.

satisfaction au roi et de restituer Szatmár déjà occupé sous le règne de Maximilien II, restitution que réclamait énergiquement Etienne, mais bien de la situation des Habsbourgs en Transylvanie et en Hongrie. Toute la politique de Batory vis-à-vis de la maison d'Autriche, les négociations trainant en longueur, certaines déclarations du roi, enfin les allusions que faisait Caligari aux bruits qui couraient en Hongrie, à savoir qu'en cas de la mort de Rodolphe II, Etienne serait élu souverain de ce pays, tout cela témoignait que les visées du roi allaient loin.[1] On devait avoir également certains soupçons à la cour d'Autriche; rien d'étonnant dans ces conditions qu'on n'y manifestât aucun désir de faire des concessions qui pourraient renforcer la situation de l'adversaire en Hongrie.

Laureo en Pologne, comme Giovanni Delfino à Vienne, font tout ce qu'ils peuvent pour aboutir à une réconciliation, cependant leurs démarches ne donnent aucun résultat et les négociations traînent encore pendant des années. Et pourtant la réconciliation de Batory avec les Habsbourgs était d'une importance capitale pour les projets antiturcs du pape. On se rendait bien compte à Rome que l'activité de la ligue, déployée exclusivement sur mer, ne pouvait donner que des résultats partiels, qu'une attaque sur terre était indispensable et qu'elle ne pouvait être menée à bonne fin que par l'Empire et la Pologne.[2] Dans la réponse donnée à Commendone en 1572, Sigismond-Auguste avait déjà posé comme première condition de la participation de la Pologne, que l'empereur et l'Empire déclareront les premiers la guerre aux Turcs.[3] Toutefois sans la réconciliation de Batory avec les Habsbourgs, leur adhésion à la ligue n'était pas possible, de sorte que les projets du pape ne pouvaient être réalisés. De là les efforts soutenus pour arriver à un accord, auquel travaillent Caligari et Bolognetti, les successeurs de Laureo, ainsi que Possevino, le plus actif de tous.

Malgré l'échec de l'action médiatrice, Rome n'abandonne pas l'idée de la ligue antiturque, et pense avant tout à une entente entre les deux monarques, aussi G. A. Caligari, qui depuis 1578

---

[1] Boratyński: Stefan Batory, p. 29 et suiv.

[2] Pastor, o. c., vol. VIII, p. 602; Boratyński: Stefan Batory, p. 7.

[3] Uchańsciana, vol. V, p. 483.

est nonce en Pologne, reçoit-il des instructions l'engageant à agir dans ce sens.[1] Cette fois-ci les instructions ne soufflent pas mot de la ligue, mais on sait qu'elle est le sujet d'entretiens fréquents entre le roi et le nonce qui par là-même gagne de plus en plus le roi à ses projets. En même temps, vers la mi-juin 1579, Rome communique par l'intermédiaire de Caligari, la proposition de conclure la paix avec Moscou et de fondre en commun sur les Turcs, affaiblis par des défaites en Perse; presque tous les princes chrétiens devaient accéder à la ligue, avant tout l'Espagne et Venise; quant au pape, il distribuerait d'abondants subsides.[2] Il est difficile de s'imaginer un moment moins propice pour faire prendre corps à l'idée d'une ligue, toujours vivante à Rome. Le protagoniste de cette entreprise avait précisément commencé sa première expédition contre Moscou et s'était emparé de Połock dont la prise n'avait cependant pas contraint l'adversaire à capituler. La Curie exigeait du roi qu'il interrompît la guerre, probablement au prix de grands sacrifice, et qu'il engageât son adversaire à faire la guerre contre la Turquie. Ce n'est qu'ensuite que les autres membres, soit l'Espagne et Venise, adhérerait à cette entreprise. En attendant, un conflit aigu divisait le pape et Philippe II qui poursuivait une politique contraire aux intérêts de l'église. De plus, l'Espagne est en pourparlers avec la Turquie depuis 1576 et ces négociations aboutissent à l'armistice de 1579. Philippe II ne songeait donc nullement à attaquer la Turquie, d'autant moins qu'il se préparait à occuper le Portugal, prévoyant le décès du roi Henri II, atteint d'une maladie mortelle.[3] Des négociations n'eurent également pas lieu entre Rome et l'Espagne pour engager celle-ci à prendre part à une guerre contre les Turcs, quoique dans sa proposition le pape eût promis à Etienne le concours de cette puissance. Le projet fut déjà abandonné en décembre et la proposition retirée.[4] La réponse du roi était d'ailleurs évasive; elle s'étendait sur les difficultés de réaliser le projet d'une guerre et demandait des garanties que l'Espagne et Venise y prendraient part.[5]

[1] Caligari, p. 6
[2] Ibid., p. 220.
[3] Pastor, o. c., vol. IX, p. 258 et suiv.
[4] Caligari, p. 342.
[5] Ibid., p. 299—301.

Après cette tentative aussi vaine que fantaisiste d'engager Batory dans une guerre contre la Turquie, Rome garde le silence pendant quelques années. Ce n'est pas que la Curie ait abandonné l'idée d'une ligue, mais les circonstances défavorables rendaient ses projets irréalisables.

Au début de 1581, le roi s'entretient lui-même avec le nonce d'une guerre avec la Turquie, mais ce n'est qu'à l'occasion de la maladie de Rodolphe II et des chances d'être élu roi de Hongrie.[1] A côté de tant d'obstacles qui empêchent le pape de réaliser le projet d'une ligue, il en existe encore un, soit la guerre entre la Pologne et la Moscovie; tant qu'elle dure et tant que l'accord entre la Pologne et la maison d'Autriche n'est pas rétabli, on ne peut songer que le roi se lance dans une entreprise aussi grande et dangereuse qu'une guerre avec la Turquie. En attendant, au cours des deux expéditions de 1579 et 1580, la Pologne remporte de grands succès sur les Moscovites et les force à faire des concessions qui cependant ne satisfont point le roi. Batory prépare donc pour 1581 une troisième expédition qui, si elle réussit, pourrait considérablement aggraver le désastre d'Ivan le Terrible, vu l'épuisement complet des ressources de Moscou. Dans cet état des choses le grand-duc se décide à une démarche très habile et demande la médiation du pape dans le conflit avec la Pologne, en faisant comprendre qu'une fois la paix conclue, il se joindra à la ligue.

Les rapports directs entre Rome et Moscou remontent à la moitié du XVe siècle. Il n'étaient pas ininterrompus, néanmoins de temps en temps on envoyait une ambassade tantôt de Moscou, tantôt de Rome. Moscou cherchait à Rome un contact avec l'Occident et sa civilisation ou plutôt avec les progrès réalisés par la technique. Rome qui se faisait des illusions, croyait pouvoir gagner la Moscovie au catholicisme, espérant qu'elle adhérerait à l'union de Florence qui avec les Grecs n'avait pas donné les résultats, auxquels on s'attendait. En dehors de l'idée qu'on pourrait faire rentrer les orthodoxes dans le giron de l'église, on se leurrait en croyant qu'on engagerait Moscou dans une guerre contre les infidèles.

---

[1] Boratyński: Stefan Batory, p. 42.

La Pologne voyait ces tentatives d'un mauvais oeil et tâchait de les empêcher, aussi, évitant de passer par les territoires polonais, les envoyés de Moscou se rendaient-ils généralement par mer à Lubeck et traversaient l'Allemagne pour gagner l'Italie. La Pologne regardait également avec méfiance les envoyées de Rome qui se rendaient à Moscou. En 1561, Rome avait envoyé Fr. Canobio porteur d'une bulle invitant Ivan le Terrible au concile de Trente, mais l'ayant arrêté à Wilno, Sigismond-Auguste, s'opposa à son voyage à Moscou. La tentative d'une mission secrète dont Jean Giraldo était chargée en 1564 échoua de même, car on le saisit en Pologne et lui prit ses lettres. Vincenzo del Portico, nonce en Pologne, devait partir en 1570 pour Moscou et porter une lettre du pape Pie V qui invitait le grand-duc à se joindre à la ligue antiturque. Portico n'alla cependant pas à Moscou et il paraît que la lettre du Souverain-Pontife ne parvint jamais à Ivan.[1] Parmi les tentatives de Rome de communiquer directement avec Moscou il en était encore une qui subit un échec. Vers la fin du second interrègne l'empereur Maximilien demanda à Ivan le Terrible d'appuyer la candidature de l'archiduc Ernest au trône de Pologne. Ivan consentit à condition que le trône de Lithuanie échût soit à lui-même, soit à son fils et proposa une alliance contre la Pologne. Les négociations menées par les envoyés autrichiens à Moscou en 1575 et 1576 devaient être continués par les envoyés moscovites durant la session de la Diète de l'empire à Ratisbonne. Profitant des récentes relations entre les cours de Vienne et de Moscou, Rome décida de gagner le grand-duc au projet d'une ligue antiturque, dont la Perse qui était à la veille d'une guerre avec la Turquie, devait également faire partie. On devait demander en même temps au grand-duc de reconnaître la primauté du pape. Il s'agissait encore une fois d'un projet fantaisiste qui e'expliquait par le fait qu'on ignorait complètement la situation à Moscou et qu'on ne connaissait pas le caractère d'Ivan le Terrible. Les pourparlers avec les envoyés moscovites devaient être menés à Ratisbonne par le cardinal-légat Morone, puis on se proposait d'envoyer à Moscou une ambassade de l'empereur, accompagnée d'un envoyé de Rome, Rodolphe Clenck, professeur à Ingolstadt, fut chargé de cette mission. Sur ces entrefaites Maximilien II mourut le 12 octobre

[1] Zakrzewski: Stosunki, p. 37 et suiv.

1576 et l'affaire n'eut pas de suites. Rodolphe II ne se souciait guère de prétendre au trône polonais, vu que sa candidature ne reposait sur aucune base juridique. Une alliance avec Ivan le Terrible perdait ainsi toute son importance. Quant au pape, il n'avait en ce moment aucune raison d'entrer en rapports avec Moscou, car le projet de la ligue s'évanouit avec la mort de Maximilien. En outre, le pape avait reconnu Etienne Batory comme roi de Pologne, aussi ne convenait-il pas de s'allier contre lui avec le grand-duc de Moscovie.[1]

Si l'on tient compte de ces tentatives de Rome pour établir un contact avec Moscou, on ne peut guère s'étonner que l'envoi en 1581 d'un messager moscovite pour prier le pape d'intervenir dans la guerre avec Etienne Batory, ait produit un forte impression sur la Curie. Sans parler des négociations plutôt vagues que Schlitte et Steinberg, ces prétendus ambassadeurs d'Ivan le Terrible, avaient menées entre 1551 et 1553, il s'agissait en effet de la première ambassade envoyée à Rome depuis 1528 sous le règne de Clément VII. La Curie connaissait dans les détails les défaites qu'avait subies Moscou, de sorte qu'elle pouvait espérer qu'à un moment pareil le grand-duc se montrerait plus accessible, sinon à rétablir l'union des églises, du moins à prendre part à la ligue. C'est pour cette raison qu'on décida de sa conformer aux voeux d'Ivan le Terrible, surtout qu'on espérait que si l'intervention de la Curie était couronnée de succès, elle relèverait le prestige du pape non seulement dans les pays du Nord, mais aussi dans toute l'Europe. On s'illusionnait et comptait que si la paix était rétablie grâce au concours de Rome, le grand-duc serait mieux disposé pour l'Union. Même si l'appui de la Curie devait ne pas donner de résultats immédiats, il permettrait de prendre contact avec Moscou et contribuerait peut-être à un rapprochement dans l'avenir. Pourtant il faut chercher le facteur décisif qui selon toute vraisemblance l'emporta en faveur de l'intervention du pape, dans la ligue antiturque et dans l'adhésion de la Pologne à ce groupement politique. En présence des difficultés auxquelles les plans du pape se heurtaient chez Philippe II, à Venise et chez Ro-

[1] Schellhass K.: Zur Legation des Kardinals Morone (1576; Moskau. Bayern). Quellen und Forschungen aus italienischen Archiven und Bibliotheken, hg. v. Kgl. Preuß. Hist. Inst. in Rom, XIII, Rom 1910, p. 273—378.

dolphe, le rôle que Batory pouvait jouer le cas échéant dans la ligue, devenait de plus en plus important. Les défaites de la Turquie en Perse et une grande partie de ses forces immobilisées en Extrême-Orient invitaient à prendre rapidement une décision. Il fallait profiter d'un moment propice et mettre fin à la guerre entre la Pologne et la Moscovie, pour pouvoir se servir de leurs forces devenues disponibles, ou tout au moins employer les troupes polonaises; il fallait entraîner l'une ou l'autre puissance, sinon les deux dans l'action commune contre la Turquie. Cette solution du problème se présentait d'elle-même a l'esprit.



L'empereur Maximilien II (Cuivre de D. Custos, Atrium Heroicum, Aug. Viend. 1600)

Le cardinal di Como, secrétaire d'état, envoya des instructions à Caligari, en lui recommandant de se rendre auprès du roi qui séjournait en Lithuanie et préparait une nouvelle offensive. Le nonce était chargé de renseigner le roi sur la décision du Saint-Siège, d'obtenir son consentement à une médiation et d'user de son influence pour persuader au roi de ne pas poser de conditions trop dures qui rendraient la paix impossible. Caligari était chargé en même temps de communiquer à Batory qu'Antonio Possevino, jésuite, se rendait à Moscou pour négocier directement avec le grund-duc, et que Rome demandait un sauf-conduit pour lui et pour l'envoyé moscovite.[1]

[1] Caligari, p. 620.

Si l'on veut conprendre le choix de Possevino comme représentant extraordinaire du pape, il faut se rendre compte de toutes les circonstances qui le déterminèrent. Après avoir rappelé en 1578 le nonce Laureo, évêque de Mondovi, Rome avait désigné Caligari, évêque de Bertinoro, pour le remplacer. C'était un homme d'un caractère plutôt véhément, qui dès son arrivée en Pologne eut un malentendu avec Lauero, le nonce révoqué[1] et successivement un conflit avec le primat Uchański[2] et le grand-chancelier Zamoyski.[3] Soupçonneux et peu critique, Caligari voyait partout des dangers, souvent imaginaires et alarmait Rome par de fausses nouvelles; ainsi il fit courir le bruit que l'évêque Karnkowski voulait fonder une église nationale en Pologne, respectivement qu'il avait l'intention de convoquer un synode national qui approuverait le divorce de Batory avec Anne Jagellonne.[4] Les négociations avec Moscou réclamaient la présence d'un tout autre homme qui en outre n'aurait pas été investi de la haute dignité d'évêque, d'autant plus qu'Ivan le Terrible n'était pas représenté par un «ambassadeur», mais bien par un simple «messager» dont le rang était le moins élevé dans le hiérarchie des envoyées du tsar.

Mais ce n'était pas seulement des raisons de nature protocolaire qui décidèrent la Curie à envoyer un simple membre de la Société de Jésus, quoique Rome se fût servie bien souvent de personnes qui n'étaient pas revêtues de hautes dignités ecclésiastiques pour remplir des missions politiques délicates et, que particulièrement dans les rapports avec Moscou, on se fût conformé à cette habitude. Les missions précédentes, qui n'aboutirent pas, comme on sait, devaient se composer de simples prêtres, car même le plus haut placé parmi eux, à savoir Vincenzo del Portico, alors nonce en Pologne, n'était que protonotaire apostolique. Or, la tâche de Possevino était des plus délicates, car s'il voulait aboutir à la paix, tant désirée par Rome entre le grand-duc de Moscovie vaincu et le roi de Pologne victorieux, il ne pouvait faire autrement qu'exercer uue pression sur Batory afin de rendre acceptables pour Moscou les conditions du futur traité. Cependant Possevino avait toutes les qualités pour se bien tirer de cette mission.

[1] Caligari, p. 46, 47.

[2] Ibid. v. sub voce Uchański Jacques, cum Caligario necessitudo.

[3] Ibid. LXII.

[4] Vid. supra p. 151, nota 2.

Très doué, très actif, d'autre part très travailleur, — il avait déjà donné en France la preuve de ses capacités diplomatiques.[1] Il passait à Rome pour bien connaître le Nord de l'Europe, car deux fois déjà, soit en 1577 et 1578, puis en 1579 et 1580, il avait séjourné en Suède. En revenant, il passa par la Pologne et s'arrêta à Varsovie, où il recommanda à Etienne Batory de conclure avec Jean III une alliance contre Moscou, tandis qu'il s'entretint avec le nonce des affaires moscovites.[2] Tout en ayant de grandes qualités, il était très ambitieux, sinon pour lui, du moins pour l'Ordre dont il était membre. Sous les apparences d'un modeste religieux qui ne parlait que du bien de l'église et de la prospérité de l'Ordre, se dissimulait le désir de prendre sur lui autant d'affaires que possible, de les régler à sa guise ou tout au moins de les aiguiller comme il l'entendait et d'avoir de l'influence sur leur évolution ultérieure. Il ne se borne pas à la médiation entre la Pologne et la Moscovie qu'on lui avait confiée, car il déploie en même temps une grande activité pour préparer les voies à la conversion des orthodoxes.[3] De plus il s'ingère dans les questions relatives au rétablissement de la hiérarchie ecclésiastique en Livonie,[4] s'entretient avec le roi de la situation de l'église en Transylvanie[5] et s'impose comme médiateur dans le litige avec l'empereur;[6] il entreprend, de sa propre initiative une propagande à Venise pour faire adhérer la République à la ligue,[7] bref il n'y a pas de question dont il se désintéresserait et qu'il ne voudrait trancher à sa façon. L'habitude de s'immiscer dans tout et de s'imposer à tout le monde, puis l'activité pleine d'ardeur de Possevino, sont parfois la cause qu'il outrepasse ses pleins pouvoirs, et qu'il ne présente pas toujours les faits sous leur aspect véritable, ce qui crée des malentendus, pour ne mentionner que la médiation entre Batory et Rodolphe II[8] ou le projet d'établir en

---

[1] Fell G. S. J.: Possevins Leben und Schriften (Bibliothek d. Kath. Paedagogik XI), Freiburg i/B. 1901, p. 299—309.

[2] Caligari, p. 499, nota 7, 497.

[3] Bolognetti, vol. I, p. 91 (Lettre de Possevino au cardinal di Como).

[4] Ibid., p. 321.

[5] Ibid., p. 353—54.

[6] Ibid., p. 354—357.

[7] Pierling: La Russie, vol. II, p. 193.

[8] Bolognetti, vol. I, p. 503—505.

permanence une légation de Venise en Pologne.[1] Même ses écrits témoignent que parfois il ne se soucie qu'assez médiocrement de la vérité, qu'il exagère et agrandit la portée de ses faits et gestes, surtout quand il décrit sa mission à Moscou.[2] Tous ces traits du caractère de Possevino ne pouvaient que déteindre sur ses rapports avec une série de personnes. Ainsi le cardinal Hosius était mal disposé pour lui, aussi ne voulut-il pas lui donner de lettres de recommandation au moment où il partait pour la Suède, tandis que Reszka prévenait les chanoines de Warmie et leur conseillait de se méfier de Possevino.[3] Caligari et Bolognetti, les deux nonces qui durant sa mission étaient accrédités auprès du roi de Pologne, lui sont plus ou moins hostiles, cependant ils doivent compter avec celui qui jouit de la confiance du pape et de son secrétaire d'état, avec l'homme qui est en rapports directs avec eux et connaît les intentions les plus secrètes de la diplomatie pontificale. Possevino s'ingère sans scrupule dans les affaires réservées à la compétence des nonces et parfois il froisse leur susceptibilité par son manque de tact.[4] Son agitation lui aliène la sympathie de Zamoyski et éveille sa méfiance, comme en temoignent les lettres que le grand-chancelier adresse au roi.[5]

Le fait de confier des missions politiques à Possevino suscite même le mécontentement des membres de l'Ordre, aussi est-ce surtout son ambassade à Moscou qui fait prendre à Pierre Skarga, alors recteur du collége de Wilno, la décision d'attirer l'attention de Claude Aquaviva, général des Jésuites, sur le danger dont l'Ordre est menacé en Pologne, vu que le roi est mal disposé et mécontent à cause de la mission que le pape a envoyée en Moscovie.[6] Il est probable qu'Aquaviva lui-même partageait également cette opinion, d'autant plus qu'en s'immisçant dans de graves conflits entre les puissances, Possevino ne faisait qu'augmenter le mécontentement; il se pourrait d'ailleurs que son manque d'habilité dans certaines démarches et certaines erreurs

---

[1] Boratyński: Sprawa ambasady.

[2] Listy Skargi, p. 246/7.

[3] Zakrzewski: Stefan Batory (année XI, vol. III, p. 278 n. 1).

[4] Rossija i Italija, vol. II, p. 382—397 (Bolognetti, Conti privati contro il P. Possevino).

[5] Archiwum Zamoyskiego, vol. III, p. 287.

[6] Listy Skargi, p. 146.

commises, eussent également contribué à l'accroître. Les rapports confidentiels, malveillants et pénétrés d'esprit critique, que Bolognetti faisait parvenir à la Curie par des voies détournées,[1] devaient certainement avoir le même résultat, néanmoins ces différentes influences ne purent ébranler la confiance dont Possevino jouissait auprès de Grégoire XIII et du cardinal di Como depuis une série d'années. Enfin le général des Jésuites réussit à le faire rappeler; en effet on lui enjoignit au commencement de 1585 de s'abstenir de toute action diplomatique et de s'établir au collége de Braunsberg.[2] Sur la demande d'Etienne Batory, Possevino reprend encore une fois ces occupations diplomatiques au début de l'année 1586, cependant à partir de 1587 il se retire définitivement de la politique pour se consacrer exclusivement à des travaux scientifiques et pédagogiques. L'aversion que Possevino et son activité diplomatique inspiraient à Aquaviva, était si forte, que lorsque en 1584 le cardinal Aldobrandini se rendait en Pologne en qualité de légat pour offrir sa médiation dans les négaciations entre Sigismond III et la maison d'Autriche, il opposa un refus à sa demande d'emmener avec lui le célèbre Jésuite.[3]

Quelle était donc l'attitude d'Etienne Batory envers Possevino? On ne peut guère supposer que le roi prévenu par Zamoyjski et certainement par d'autres personnes encore, ne se soit pas rendu compte de ses défauts. En tout cas il ne l'a jamais laissé sentir. Dans ses lettres et ses rapports Possevino parle toujours du roi avec la plus grande admiration. Batory s'entretient souvent avec lui, parle longuement et parfois très ouvertement des questions les plus délicates, toutefois non seulement il ne se laisse pas diriger par Possevino, — mais il s'en sert certainement comme d'un instrument pour arriver à ses fins. On s'en apperçoit surtout au cours des négociations avec la maison d'Autriche où le roi ne fait pas la moindre concession dans les projets concernant la Hongrie, malgré les instances de Possevino qui désirerait aboutir à un accord. Les démarches que Batory fit faire en 1585 à Rome afin d'obtenir de Sixte-Quint et du général des Jésuites Aquaviva le consentement à profiter encore une fois des services de Possevino

[1] Bolognetti, lettre au cardinal Guastavillani de 3/2 1583, lettres à Alexandre Bolognetti de 28/1, 20/2, 8/7, 27/7 1583 (Rossija i Italija II, p. 330—382).
[2] Pierling: La Russie, vol. II, p. 271.
[3] Ibid., p. 324.

pour réaliser ses grands projets en rapport avec la Moscovie, sont la meilleure preuve à quel point le roi le considérait comme une personne dévouée à sa cause. L'activité politique intense de l'ambitieux Jésuite est indissolublement liée à la personne du roi de Pologne et finit avec sa mort. Les négociations de Possevino avec Moscou et l'armistice de dix ans conclu en 1582 à Jam Zapolski le rapprochèrent d'Etienne Batory. Voyant au début d'un mauvais oeil la médiation du pape et la mission dont cet agent de Rome était chargé auprès d'Ivan le Terrible, Batory ne l'accueille que par déférence pour le Souverain-Pontife.[1] Le mécontentement de Batory ayant appris qu'au cours de son voyage Possevino avait tenu des conciliabules à Venise, Gratz, Vienne et Prague, puis la nouvelle que Szewrygin n'était pas revenu par la Pologne, comme il en avait l'intention au début, mais avait pris le chemin de Lubeck, sont autant de preuves combien il était méfiant.[2] Cette méfiance et l'idée que la Curie était prête à sacrifier les intérêts de la Pologne au projet chimérique de gagner Ivan le Terrible au catholicisme, ce dont le roi et tout le monde étaient convaincu dans les pays, sont fortement ancrées dans l'esprit de Batory et du grand-chancelier Zamoyski jusqu'à la fin des négociations en vue conclure un armistice, au cours desquelles Possivino jouait le rôle de médiateur.[3]

Le trève et la fin de la guerre n'en étaient pas moins des événements dont le roi pouvait se féliciter, car la situation sous les murs de Psków était devenue extrêmement difficile;[4] d'autre part les diétines, et encore pas toutes, ne consentaient qu'à grand'-peine à voter les impôts nécessaires.[5] Profitant du moment où les deux adversaires étaient aux prises, les Suèdois s'emparaient entre-temps d'un château après l'autre en Livonie et compromettaient ainsi les résultats d'une guerre de trois ans avec les Moscovites.[6]

---

[1] Listy Skargi, p. 149.

[2] Caligari p. 666; Boratyński L.: I. A. Caligari, Kraków 1915, p. 17, 18.

[3] Archiwum Zamoyskiego, vol. III, p. 223.

[4] Piotrowski: Dziennik wyprawy, p. 189, 294, 295; Archiwum Zamoyskiego, vol. II, v. lettres de Zamoyski au roi et aux ambassadeurs polonais à Jam Zapolski pendant les négociations au mois décembre 1581 et janvier 1582.

[5] Ibid., vol. I, p. 308; Bolognetti, vol. I, v. sub voce contributio et conventus.

[6] Ibid., v. sub voce Livonia, arces a Suecis occupatae.

Par le fait d'avoir récupéré la Livonie, le problème de la réorganisation de l'administration dans ce pays et celui de la restauration du catholicisme passent au premier plan. Les deux questions intéressaient au plus haut point les représentants de Rome résidant alors en Pologne. Sur la restauration du catholicisme, tout le monde était d'accord; le roi la désirait aussi bien que Bolognetti et Possevino, et s'il y avait des difficultés, elles s'expliquaient par le fait que toute la Livonie était protestante. On pouvait reprendre dans certaines villes les églises aux protestants pour les restituer aux catholiques, mais encore s'agissait-il de gagner pour elles des fidèles. Le roi confie l'administration du pays à Georges Radziwiłł, évêque de Wilno, qu'il nomme gouverneur [1] et satisfait ainsi la Curie Romaine, la Lithuanie et la famille des Radziwiłł. Les fonctions ecclésiastiques ou plutôt la propagande en vue de convertir les protestants, étaient entre les mains des Jésuites, avec Pierre Skarga à leur tête. Ce n'est qu'à grand'peine qu'on arriva à trouver un nombre suffisant de prêtres pour desservir les églises, car les ecclésiastiques n'était pas suffisamment nombreux en Pologne et la langue du pays leur était étrangère. La noblesse et la population des villes en Livonie étaient presque exclusivement allemandes, aussi pouvait-on faire venir pour elles des prêtres de Pomeranie et de Warmie; en revanche on en manquait pour la population rurale de provenance esthonienne et lettone, de sorte qu'on se vit forcé de se servir d'interprètes. Le roi crée pour les Jésuites un collége à Dorpat et c'est sur eux qu'il compte surtout pour propager la religion catholique.[2] Contrairement aux désirs de Rome, il ne rétablit pas l'archevêché de Riga, d'abord parce qu'il ne veut pas froisser les habitants de cette ville qui invoquaient un privilège accordé pas Sigismond-Auguste en 1561, en vertu duquel ce souverain leur avait garanti la liberté du culte suivant la confession d'Augsbourg, puis parce qu'il ne désirait également pas mal disposer pour lui la noblesse dont il aurait dû confisquer les propriétés ayant appartenu autrefois à l'archevêque. Par contre il crée à Wenden un évêché auquel il assure une riche dotation.[3] Le pape élevait des prétentions

[1] Bolognetti, vol. I, v. sub voce Livonia, forma administrationis instituendae et Radziwiłł Georgius.

[2] Listy Skargi 169, 175—187, p. 194—209.

[3] Bolognetti, vol. I, v. sub voce Livonia, episcopatus.

au droit de recevoir foi et hommage de la part de la Livonie et l'empereur se croyait également autorisé à en jouir, vu qu'il considérait ce pays comme un territoire dont l'empire avait hérité de l'Ordre des Chevaliers du Glaive. Le roi choisit le moindre mal et charge en 1583 son neveux André Batory d'une ambassade d'obédience à Rome de la part de la Livonie.[1]

En 1582 Possevin accompagna à Rome l'envoyé moscovite Mołwianinow. L'épisode de Moscou était terminé pour le moment. Il semble que le deuxième séjour de Possevino à Moscou et les entretiens sur des sujets théologiques avec Ivan, l'aient convaincu que les doutes qu'avaient Batory et les Polonais en général sur la sincérité du grand-duc dans les questions concernant la reconnaissance de la primauté du pape et l'adhésion à la ligue antiturque, étaient justifiés. On ignore cependant si Possevino, surveillé à Moscou comme l'étaient tous les ambassadeurs étrangers et qu'on tenait à l'écart des gens du pays, se rendait compte de la situation de cet Etat à moitié ruiné qui n'aurait plus eu la force de prendre une part active dans une guerre contre la Turquie. L'expropriation forcée, l'extermination partielle non seulement des grandes familles princières mais aussi des boyards, l'« opala » qui d'après la vieille contume moscovite n'était pas limitée aux familles aristocratiques, mais ruinait également leurs serfs, enfin l'« opritchina », avaient eu comme conséquence un bouleversement social complet. La terreur sanglante d'Ivan, les grands secrifices supportés pendant les guerres de Livonie (1558—1581), l'expatriation de nombreux groupes de la population dirigés sur les régions frontières, l'émigration volontaire dans le Nord-Est de l'Oural et au Sud-Est dans les régions riveraines de la Volga, les évasions dans les « Champs Sauvages » au Sud de l'Oka, les invasions tartares en 1570 et 1571 et les mauvaises récoltes de ces années, avaient à tel point dévasté et dépeuplé les parties centrales du grand-duché de Moscou, source de la force de l'Etat en ce qui concerne le recrutement de l'armée et la levée des impôts, que durant la guerre avec Batory, Ivan devait s'en tenir

[1] Bolognetti, vol. I, v. sub voce Livonia, iura, legatus in negotio Livonensi Romam mittendus.

à la défensive; en effet, il était non seulement convaincu de l'infériorité de ses troupes, mais il lui était également impossible de lever et de mettre sur pied une armée plus nombreuse.[1] Dans ces conditions on ne pouvait guère compter sur le concours de Moscou dans une guerre contre la Turquie. Pour le moment cette neutralité forcée n'avait pas d'importance, car Rome n'essaya pas de ressusciter la ligue antiturque en 1582. Celle-ci était cependant l'objet de longs entretiens que le nonce Bolognetti avait eu avec le roi à Varsovie, au cours d'une de ses premières audiences après le retour de Batory de Livonie et de Lithuanie au début du mois d'août 1582.[2] Dans ces entretiens le roi débattait toutes les possibilités et les chances d'une guerre avec la Turquie, à la grande satisfaction du nonce qui n'avait pas besoin d'user de son influence sur Batory pour le faire adhérer à la ligue, car le roi était acquis à cette idée et ne parlait que des conditions indispensables à la réaliser. Toutes les observations du roi concernant la puissance militaire de la Turquie et la comparaison de ses forces avec celles des armées chrétiennes réunies, témoignaient d'une profonde connaissance de la situation. Aux yeux du nonce ses paroles avaient une portée d'autant plus grande, qu'elles étaient prononcées par un monarque, qui, élu auparavant voïvode de Transylvanie grâce à la victoire remportée en 1572 à Szent Pál sur son rival Gaspard Békés, avait la réputation d'un vaillant soldat, réputation que la guerre de trois ans victorieusement menée sous ces ordres, dont il venait de retourner, ne pouvait que confirmer.

Les entretiens du roi avec Bolognetti témoignent que la question de la guerre contre les Turcs ne lui semblait pas être d'actualité. En effet, le conflit avec la maison d'Autriche passe au premier plan en 1582 et 1583, aussi ce différend est-il le sujet principal de la conversation qu'il eut avec Possevino à Wilno.[3] L'activité déployée par Batory dans le litige avec Rodolphe, constitue la preuve que sa politique portait un cachet personnel, qu'il ne se laissait influencer par n'importe quel facteur étrangèr à la question et qu'il ne perdait pas de vue son propre intérêt, enfin que

[1] Płatonow S. F.: Iwan Groznyj, Peterburg 1923, p. 130.
[2] Bolognetti, vol. I, p. 428—432.
[3] Ibid., vol. I, p. 354—357.

l'empereur avait bien jugé en supposant qu'il consistait à poser la canditature d'Etienne à la couronne de Hongrie.[1] La façon de considérer Possevino comme un instrument dont, selon les circonstances, il savait se servir pour arriver à ses fins, témoigne encore une fois de l'originalité de la politique du roi.

Le reglement du litige avec la Moscovie équivalait de fait à la liquidation des instructions que la Curie avait données à Possevino avant son départ pour la capitale moscovite. Possevino ne pouvait cependant se faire à l'idée que la mission diplomatique dont il avait été chargé, pût être terminée. Son esprit plein d'initiative lui fit entreprendre une nouvelle campagne diplomatique qui toutefois n'avait que des rapports plutôt lointains avec son ambassade auprès du grand-duc. Il avait pour tâche de gagner Ivan à la ligue contre les Turcs, mais ce projet échoua. Etienne Batory devait figurer comme un des principaux membres de la ligue, cependant son adhésion dépendait de sa réconciliation avec Rodolphe. Sans être autorisé par Rome, Possevino s'ingère dans l'affaire et tâche de persuader au roi de prier le pape d'intervenir comme médiateur dans le différend avec l'empereur et de demander de confier cette mission à lui-même, sans envoyer à Rodolphe une autre ambassade dont le caractère officiel pourrait empêcher de s'entendre. Nous ignorons la teneur de cette conversation entre Batory et Possevino; toujours est-il que le Jésuite estimait que le roi avait consenti à ses projets, tandis que celui-ci affirmait ne lui avoir permis d'agir qu'en qualité de personne privée, sans l'autoriser à parler au nom du souverain. Quoiqu'il en soit, le roi ne demanda pas la médiation du pape et se borna à le prier de lui donner son appui,[2] après quoi il envoya en ambassade à l'empereur l'évêque de Cujavie Jérôme Rozdrażewski, auquel il avait odnné des instructions de réclamer catégoriquement la restitution de Szatmár.[3] De même que les deux ambassades précédentes, notamment celle de Lucas Podoski auprès de l'empereur, puis la mission de Jean Cyrus envoyée à Batory, l'ambassade de Rozdrażewski ne donna pas les résultats espérés, car Rodolphe n'entendait négocier que sur la question de céder Szatmár-Németi comme

[1] Nuntiaturberichte aus Deutschland III. Abt., II. Bd., p. 564.
[2] Bolognetti, vol. I, p. 399—400, 503—505, 509, 510.
[3] Ibid., p. 403, 408, 409.

indemnité.[1] La question fut ajournée jusqu'aux négociations ultérieures que devaient mener Possevino Malgré l'insuccès évident de son entremise entre l'impereur et le roi, il sut non seulement s'excuser à Rome, mais encore persuader à Grégoire XIII d'ofrir sa médiation à Etienne et c'est lui, Possevino, qui après son retour en Pologne, devait être officiellement chargé de rétablir l'accord entre les deux parties.[2] Le changement qui dans cette question se produisit à Rome, témoigne de l'extrême habilité de Possevino, ainsi que de l'influence qu'il exerçait sur le pape et sur le cardinal di Como, secrétaire d'Etat. En effet, en revenant de Pologne à Rome, il outrepassa une fois de plus ses compétences par le fait de présenter à la Seigneurie de Venise le grand projet d'une ligue défensive contre les Tures, à laquelle Ivan da Terrible et Batory étaient censés devoir adhérer. Ce projet ne fut pas appuyé par Rome et la conduite arbitraire de Possevino l'exposa aux critiques du Collége des Cardinaux.[3] Mais voici qu'il s'engage dans une autre affaire, qui ne contribua certainement pas à augmenter sa considération chez les parties intéressées. Au cours de son voyage de Rome en Pologne, il réussit à décider les Vénitiens créer dans ce pays une légations permanente qui tâcherait de constituer une ligue défensive contre les Turcs. Les Vénitiens s'engagèrent fortement dans cette affaire, car ils votèrent les fonds nécessaires à l'entretien de l'ambassadeur et confièrent ce poste à Giovanni Delfino. L'affaire devint retentissante non seulement à Venise où elle suscita les protestations de l'ambassadeur de France, qui apercevait dans la légation une preuve que la République Vénitienne reconnaissait la légitimité de l'élection de Batory au trône de Pologne. En attendant, la proposition d'une légation de Venise en Pologne créa des embarras à Etienne, c'est pourquoi il se déroba et remit l'affaire à un moment où il pourrait prendre conseil des sénateurs. Elle traîna en longuer et l'ambassade ne fut pas créée[4]

Tous ces faux pas diplomatiques ne purent altérer les bonnes relations entre Etienne et Possevino. Au cours du sejour que le roi fit à Niepołomice dans le premier trimestre de l'année 1583,

---

[1] Bolognetti, vol. I, p. 568.

[2] Ibid., p. 505, 508, 511.

[3] Boratyński: Stefan Batory p. 54, 58.

[4] Boratyński: Sprawy ambasady, passim.

Possevino venait fréquemment de Cracovie pour le voir et s'entretenir longuement avec lui du projet de la ligue et du différend avec l'empereur. Conformément à la promesse relative à l'indemnité pour Szatmár que Rodolphe avait faite à Rozdrażewski, on entame des pourparlers à Koszyce et Possevino tâche de prendre



Le cardinal Georges Radziwiłł (Cuivre de J. Hogenberg)

le rôle de mèdiateur. Quoique ces négociations ne donnent pas de résultats et soient ajournées, Possevino continue à s'en occuper et se rend à Prague pour les faire aboutir. En attendant Rome ne s'intéresse que médiocrement aux négociations, vu qu'elle est absorbée par le nouveau projet d'une ligue antiturque, dans l'orbite de laquelle elle voudrait encore une fois attirer Etienne Batory. Ainsi la politique pontificale suit en Pologne deux courants différents dont l'un est représenté par Possevino, l'autre par Bolognetti.

Pourtant ces courants ne sont nullement opposés l'un à l'autre, car le but principal et essentiel que poursuit la Curie consiste à faire adhérer la Pologne à la ligue; mais tandis que Possevino s'efforce de supprimer l'antagonisme entre Batory et les Habsbourgs qui empêche de réaliser ce programme, Bolognetti reçoit des instructions lui enjoignant d'inviter officiellement le roi à se joindre aux autres Etats pour combattre les Turcs. Chose caractéristique, Possevino n'est même pas renseigné sur les projets du Saint-Siège; il est possible cependant que le fait de ne pas l'avoir tenu au courant des intentions de Rome, soit la preuve d'un certain mécontentement que produisirent les démarches par trop individuelles qu'il fit surtout à Venise, démarches qui lui volurent une réprimande plutôt sévère de la part du cardinal secrétaire d'Etat.[1]

En attendant, depuis la moitié de l'année 1583, la ligue contre les Turc passe de nouveau au premier plan des problèmes politiques dont on s'occupe à Rome. Les bruits d'une expédition turque prête à envahir l'île vénitienne de Candie, bruits qu'on considérait à Venise comme tellement conformes à la vérité, qu'on décida de mettre l'île en état de défense et qu'on résolut de confier à Latino Orsini le commandement des troupes qu'on y réunissait, contribuèrent à éveiller la vigilance de la Curie. Grégoire XIII jugeait le moment propice pour proposer la création d'une ligue à la République en proie à une vive inquiétude.

Le moment semblait réellement opportun, bien choisi non seulement à cause du danger qui menaçait Candie, mais encore par suite de la défaite infligée aux Turcs par les Persians. Eu outre, vers la fin de l'année 1582, Philippe II avait déjà lancé le projet de créer en Italie une ligue défensive, et l'on y crut d'autant plus volontiers que la trève entre l'Espagne et la Turquie expirait avant que l'année 1583 fût terminée. Tous ces événements et circonstances furent la cause que la Curie Romaine déploya une fiévreuse activité durant la seconde moitié de 1583. Au mois d'août il est recommandé à Bolognetti de s'entretenir avec le roi de son adhésion à la ligue et en septembre Grégoire XIII envoie à Philippe II l'évêque de Plaisance Philippo Sega, ancien nonce en Espagne, en qualité de légat extraordinaire.[2]

---

[1] Boratyński: Stefan Batory p. 70, n. 6.
[2] Ibid., p. 91; Pastor, o. c. vol. IX, p. 270.

Batory séjournait alors à Brześć-Litewski, aussi est-ce là que le nonce vint le trouver et que, se conformant aux instructions du cardinal secrétaire d'Etat, il eut une longue conversation avec le roi.[1] Quoique l'attitude de Batory à l'égard du projet de créer une ligue et son désir de prendre part à une guerre contre les Turcs soient bien connus, le nonce prie le roi, sur lequel la pape fondait principalement ses espérances, de préciser clairement ses intentions, afin qu'elles puissent peser sur les décisions de ceux qui attachaient la plus haute importance à sa personne ainsi qu'à la puissante collaboration de son pays. Nous sommes en présence d'une nouvelle preuva du rôle de plus en plus important que la Pologne et surtout son souverain, jouaient dans les projets de former une ligue, comme nous sommes en mesure de juger combien a augmenté le prestige de Batory en Occident, du moment que la Curie espérait qu'une déclaration de la part d'Etienne aurait pu exercer de l'influence sur les décisions de l'Espagne et de Venise. Ces flatteries ne purent cependant décider le roi à s'engager à la légère dans une entreprise tellement périlleuse, aussi, sans promettre d'adhérer à la ligue, déclara-t-il vouloir prendre part à une guerre contre les Turcs, à condition que le pape l'Espagne et Venise constitueraient préalablement une ligue qui comprendrait également l'Empire. Batory ne croyait sûrement pas au succès de l'initiative pontificale et il était probablement renseigné sur l'attitude de Venise, peu favorable à la ligue et sur les mêmes dispositions de l'Espagne, ce dont il fit part au nonce en lui annonçant qu'il avait reçu de Constantinople des nouvelles qu'on pouvait s'attendre prochainement à des négociations entre Philippe II et la Porte. Les négociations que Rome poursuivit dans la suite avec l'Espagne et Venise, témoignent qu'Etienne avait des raisons d'être prudent. La diplomatie papale tâchait d'exploiter la réponse du roi dans les deux Etats, toutefois sans obtenir de résultat. La méfiance réciproque de l'Espagne et de Venise était si forte, qu'elle rendait toute entente impossible. Les assurances prodiguées par la Curie à Venise que l'Espagne consentait à adhérer à la ligue et la notification à l'Espagne que la République Vénitienne avait cédé aux instances du pape, ne trouvèrent créance ni d'un côté ni de l'autre; en effet on savait en Espagne que Venise se

[1] Bolognetti, dép. 7/11 1583.

méfiat de la ligue et l'on n'ignorait pas à Venise que l'agent espagnol Giovanni Marigliano négociait à Constantinople pour obtenir une prolongation de la trève.

La prudence dont Etienne faisait preuve avant de s'engager dans n'importe quelle entreprise contre les Turcs, était d'autant plus indiquée, qu'indépendamment de la ligue et de la politique des puissances occidentales, les relations entre la Pologne et la Porte furent troublées entre-temps par des incidents qui pouvaient aboutir à un conflit. Une guerre contre les Turcs ne faisait pas partie pour le moment du programme politique du roi. Sans doute il y pensait et y rêvait non seulement comme chrétien pour qui l'obligation de lutter contre les infidèles était dictée par la religion, mais peut-être plus encore en qualité de Hongrois désirant affranchir sa patrie du joug turc. Il connaissait cependant trop bien la puissante organisation militaire et les ressources de la Turquie pour s'engager inconsidérément et à un moment si peu propice dans une guerre pareille sans y être suffisamment préparé. Le roi n'ignorait également pas la crainte que l'Empire ottoman inspirait aux Polonais. Les dispositions pacifiques et plus encore l'aversion pour des sacrifices financiers, étaient si fortes en Pologne, qu'en exposant les projets d'une guerre contre les Turcs en présence de Bolognetti, le roi ne comptait qu'avec beaucoup de réserves sur la participation de sa nouvelle patrie à ce grand conflit, aussi pensait-il plutôt à la Transylvanie et à ses forces dont il pouvait plus facilement disposer.[1] C'est pourquoi depuis le commencement de son règne en Pologne, il tâchait de vivre en bons termes avec la Turquie et ces efforts éveillaient parfois l'apparence qu'il aurait volu conclure une alliance avec elle, de sorte qu'on lui reprochait de se considérer toujours encore comme vassal du sultan. La tâche d'entretenir de bons rapports avec la Turquie était rendue plus facile au roi grâce à sa profonde connaissance des affaires de la Porte et à ses relations avec les grands dignitaires ottomans, dont il savait se concilier les sympathies en leur offrant des cadeaux. Les rapports avec la Turquie réclamaient cependant l'attention continuelle du roi non seulement à cause des affaires de Transylvanie, en particulier des intrigues à Constantinople de l'aventurier hongrois

[1] Boratyński: Stefan Batory, p. 103, 126.

Markhary qui prétendait au trône de la principauté, mais encore à cause des agissements des envoyés de l'empereur qui ne manquaient jamais l'occasion de saper le crédit dont Batory jouissait auprès de la Porte. Les bonnes relations entre la Pologne et la Turquie étaient surtout menacées dans la zône frontiére par des événements qui pouvaient même aboutir à une rupture entre les deux pays. Les changements fréquents des hospodars sur le trône de Valachie, les incursions tartares dans les territoires polonais de l'Est et les expéditions des Cosaques contre les provinces turques, créaient continuellement des conflits qui pouvaient donner lieu à une conflagration. Dès de début de son règne en Pologne, Etienne Batory faisait son possible pour empêcher que ces différents incidents ne devinssent l'occasion d'un conflit aigu avec la Turquie. C'est pour cette raison qu'en 1578 il fit décapiter Ivan Podkowa qui avait occupé la Moldavie et se proposait de monter sur le trône des hospodars[1] et qu'en 1582 le hospodar Jankula Saso, chassé par les Turcs, partagea le même sort, quoiqu'il se fût rendu lui-même aux Polonais. Ces deux exécutions suscitèrent même quelque mécontentement en Pologne, d'autant plus qu'on croyait y voir une preuve d'un trop grand empressement à satisfaire les désirs des Turcs.[2]

Sur ces entrefaites les Cosaques attaquèrent et pillèrent en 1583 la forteresse turque, élévée à proximité de Jahorlik par le sendjak de Tehin et emportèrent les canons qu'ils avaient pris.[3] Cette fois l'affaire était plus grave que tous les incidents de frontière; les Turcs préparaient une revanche, concentraient des troupes sous les ordres du beglerbey de Grèce et la guerre semblait probable. L'assassinat à proximité d'Andrinople du grand-écuyer Podlodowski ne fit que confirmer ces bruits et le conflit devint retentissant en Europe où tout le monde suivait attentivement les événements, jugeant la guerre inévitable. Etienne Batory ne croyait pas qu'en ce moment une guerre pût être couronnée de succès, aussi déclara-t-il ne pas voir la possibilité de constituer la ligue. Voulant à tout prix détourner le danger et appaiser les Turcs, il fit poursuivre le Cosaques et après les avoir saisis,

[1] Laureo, p. 649 et suiv.

[2] Bolognetti, vol. I, v. sub voce Joannes (Jancu, Jancula) Sasul.

[3] Archiwum Zamoyskiego, vol. III. p. 212 et suiv.; Bolognetti, dépêches de 1583 et 1584.

il donna l'ordre de les décapiter.[1] Il ne protesta qu'assez mollement contre l'assassinat de Podlodowski et se contenta d'un règlement plutôt formel de l'affaire.[2] Craignant toutefois des complications plus sérieuses, il fit sonder secrètement le terrain à Rome pour savoir s'il pouvait compter sur l'aide du pape et des princes chrétiens au cas d'une guerre avec la Turquie.[3]

L'incident n'était pas encore clos, lorsque Rome s'adressa encore une fois au roi pour lui demander s'il comptait adhérer à la ligue et prendre part à une guerre contre la Turquie. C'était Philippe II qui cette fois avait donné l'impulsion à faire cette démarche; en effet, en avril 1584 il donna des pleins pouvoir au comte Olivarez, son ambassadeur à Rome, et l'autorisa à constituer la ligue, quoique l'agent espagnol à Constantinople Marigliano eût presque en même temps conclu un accord pour prolonger la trève avec les Turcs.[4] Enchanté du changement inattendu survenu dans l'attitude de Philippe II, Grégoire XIII croyait la ligue déjà constituée, aussi fit-il exercer une nouvelle pression sur le roi de Pologne. Mais une fois de plus le pape fut déçu. Avant que Rome eût connaissance de la réponse de Batory, on apprit que les Vénitiens s'opposaient à la ligue et que voulant la rendre impossible, ils créaient des difficultés insurmontables.[5] De son côté Etienne Batory posa comme condition l'adhésion de l'empereur à la ligue, de sorte que la constitution de celle-ci devenait tout à fait invraisemblable. Il est vrai que dans un entretien qu'il eut avec Bolognetti le 24 mai 1584, le roi se dérobe à une réponse directe sur sa participation à la ligue; par contre il discute dans les détails les chances dans une guerre avec la Turquie suivant les forces dont disposeraient les chrétiens et le nombre des Etats qui feraient partie de la ligue. Batory examine minutieusement les questions de savoir quelles sont les puissances qui pourraient se joindre à la ligue, quels sont les ressources financières indispensables à sa formation, combien de troupes les alliés pourraient mettre sur pied et par quelles voies elle pourraient pénétrer dans les provinces turques. Au cours de cette conversation, le roi ef-

[1] Archiwum Zamoyskiego, vol. III. p. 346.
[2] Boratyński: Stefan Batory, p. 121.
[3] Archiwum Zamoyskiego, vol. III, p. 257.
[4] Pastor, o. c., vol. IX, p. 273.
[5] Boratyński: Stefan Batory, p. 138.

fleure également la question du concours de Moscou, quoiqu'il se place à un point de vue différent de celui de Rome qui voulait que la Moscovie jouît dans la ligue des mêmes droits que les autres Etats. Batory parle enfin de l'occupation de la Moscovie par la Pologne et fait observer qu'on pourrait se servir non seulement de ses forces pour combattre la Turquie, mais encore de celles dont disposent les peuples asiatiques.[1]

Ce n'était pas la première fois que le roi exprimait l'idée d'une conquête du grand-duché de Moscou par la Pologne. Il en avait parlé déjà six mois auparavant en 1583 dans une conversation sur la ligue et une guerre avec les Turcs, qu'il eût avec Bolognetti.[2] Si le projet de l'occupation de la Moscovie parut tellement nouveau et inattendu à Bolognetti, qu'il ne retint même pas son attention et que le nonce n'attacha pas d'importance aux paroles du roi, cette idée était loin d'être inconnue à Possevino, l'autre représentant de la Curie, avec lequel Batory s'était souvent entretenu du grand-duché et de son adhésion à la ligue. En 1583 et pendant les premiers six mois de l'année suivante, Possevino s'entremettait pour tétablir la concorde entre l'empereur et le roi. Après l'échec des pourparlers de Koszyce, il séjournait à Prague à la cour impériale et continuait à travailler à un accord. Invité par Etienne, il vient de Prague à Lublin au mois d'août 1584 et c'est dans cette ville que le roi développa en sa présence le projet de conquérir la Moscovie, pour fondre ensuite sur la Turquie et la vaincre avec le concours de peuples asiatiques comme les Géorgiens, les Circassiens et les Persans.[3]

Il y a longtemps que le projet d'evanhir la Moscovie avait dû naître dans l'esprit du roi, s'il y faisait déjà allusion à Bolognetti en novembre 1583. Il ne pouvait ignorer la situation déplorable du grand-duché dans les dernières annés du règne d'Ivan le Terrible. Le grand épuisement et l'affaiblissement du pays, les liens sociaux relâchés, la crainte et la haine du tyran sanguinaire ainsi que de la dynastie, les familles princières traqués, les boyards

---

[1] Bolognetti, dép. 24/5 1584.
[2] Ibid., dép. 7/11 1583.
[3] Pierling: Le Saint-Siège, app. VIII.

persécutés, — tout cela contribuait à saper les bases de l'état et de la société; aussi après moins de vingt ans vit-on succéder une longue période de troubles qui suivirent la mort de Boris Godounow et se produisirent à l'époque où le faux Démétrius entra en scène.[1] La conquête de la Moscovie pouvait donc paraître possible à Batory dans ces conditions; d'ailleurs la prise relativement facile de Moscou au commencement du XVIIe siècle, après une guerre mal conduite par les Polonais qui commirent en outre des fautes politiques très graves, est une preuve que les prévisions du roi ne pêchaient pas par un excès d'optimisme. D'autre part, la situation de l'Empire moscovite se raffermit après le sage régime de Boris Godounow qui, d'abord régent pendant le règne du faible Fédor, devint tsar ensuite. En tout cas les réformes contribuèrent à cicatriser en partie les plaies, conséquence des méthodes barbares qu'avait appliquées Ivan le Terible; néanmoins, la situation continuait toujours à ne pas être calme, comme en témoignent les troubles et les révoltes qui se produisirent surtout pendant les dernières années du règne de Godounow. La mort d'Ivan décédé le 18 mars 1584, ne pouvait que rendre plus vives les espérances de Batory. Le



L'empereur Rodolphe II
(Cuivre de Crisp. de Passe sen., 1596)

[1] Platonow S. F.: Iwan Groznyj, p. 138.

tsar laissa deux fils dont l'aîné Fédor était faible d'esprit et incapable de gouverner, tandis que Dimitri n'avait que deux ans et l'on avait des doutes sur sa légitimité, vu que sa mère était la septième femme d'Ivan; or d'après le droit canon orthodoxe, une union pareille ne pouvait être considérée comme légitime.[1] A l'époque de l'indolent Fédor un conseil de régence, composé de cinq princes et boyards, exerçait le pouvoir, cependant déjà quelques semaines après la mort d'Ivan des conflits surgirent entre les membres du conseil et Boris Godounow en profita pour prendre le rênes du gouvernement quelques mois plus tard. Batory connaissait tous ces détails par les rapports de Léon Sapieha qui séjournait alors à Moscou en qualité d'ambassadeur. Le roi était convaincu que dans ces conditions il ne lui serait pas difficile de se rendre maître de la Moscovie soit en l'envahissant, soit en se faisant élire tsar. Pour exécuter ce projet il lui fallait un appui et de l'argent qu'il ne pouvait espérer obtenir des Polonais Les rapports entre Batory et ses sujets laissaient toujours à désirer, car les adversaires du roi et de Zamoyski s'ingéniaient à maintenir le mécontentement parmi les grands seigneurs et les nobles. Surtout en 1584 il ne s'agissait plus de mécontentement, car on manifestait ouvertement de l'indignation contre le roi et contre le grand-chancelier Zamoyski, son protégé, pour avoir condamné à mort Samuel Zborowski. Les esprits étaient tellement agités que Possevino craignait une révolte des partisans surexcités des Zborowski, aussi Zamoyski dut-il le calmer.[2]

Cependant le roi ne négligeait pas le projet qu'il avait conçu. Déjà en mai 1584 il le discuta à Grodno avec les sénateurs lithuaniens, toutefois ceux-ci y firent de nombreuses objections. Batory prévoyait également que la noblesse polonaise serait contraire à cettte entreprise, mais il espérait qu'on pourrait la gagner en lui faisant comprendre les avantages d'une victoire sur les Tartares et l'intérêt qu'elle avait à enrayer les progrès des Turcs, de sorte qu'on pourrait l'engager à se préparer à une guerre qui commencerait l'année suivante. En effet, Batory commença ces préparatifs et soumit la question, bien que sous une forme modifiée, aux sé-

[1] Płatonow S. F.: Boris Godunow, Petrograd 1921, p. 23.
[2] Archiwum Zamoyskiego, vol. III, p. 367.

nateurs convoqués à Lublin au mois d'août et aux diétines qui devaient se réunir en automne 1584.[1]

L'armistice de dix ans conclu à Jam Zapolski n'avait plus d'importance du moment qu'Ivan le Terrible était mort. Les Moscovites faisaient des démarches pour le prolonger et voulant se concilier les bonnes grâces de la Pologne, ils rendaient sans rançon la liberté aux prisonniers lithuaniens et offraient de l'argent pour les leurs. Le roi était d'avis qu'il fallait profiter de cette occasion et réclamer les territoires de Siewierz, Smoleńsk, Psków et Nowgorod-la-Grande. En présence des états polonais il rappelait le serment par lequel il s'était engagé à restituer ces territoires à la Pologne. Telle était la forme sous laquelle la question fut officiellement exposée, mais plusieurs sénateurs au moins étaient probablement renseignés sur les vrais projets du roi; néanmoins nous ne le savons certainemment que de Zamoyski qui dans un ample mémoire les a présentés dans les détails à Possevino.[2] De nombreux sénateurs ne s'étaient pas rendus à la convocation de Lublin, soit pour éviter de se prononcer dans l'affaire délicate des Zborowski, soit pour ne pas s'attirer le mécontentement du roi et de son puissant chancelier, soit enfin pour ne pas s'exposer à perdre leur popularité chez la noblesse irritée.[3] La plupart des diétines se proncèrent contre les projets concernant la Moscovie, bien que Zamoyski eût annonçé à Possevino qu'on avait lieu d'être satisfait de leur attitude, vu qu'elles partageaient les intentions du roi et le secondaient dans l'affaire des Zborowski.[4] On ne pouvait guère supposer que la Diète pût consentir à une guerre contre Moscovie et si c'était même le cas, les moyens dont disposait la Pologne ne pouvait suffire à couvrir les frais de cette expédition dont la durée se serait étendue à trois ans d'après les prévisions de Batory, aussi le roi résolut-il de demander l'appui de Rome et d'employer Possevino pour l'obtenir.

Il était clair qu'on ne pouvait intéresser Rome au projet de conquérir la Moscovie et obtenir son appui, que dans le cas où cette occupation et l'union des territoires moscovites sous le sceptre de Batory auraient été un moyen d'arriver au but suprême qu'é-

[1] Archiwum Zamoyskiego, vol. III, p. 309–311.

[2] Ibid. p. 365–374.

[3] Bolognetti, lettre de Stanislas Karnkowski 12/8 1584.

[4] Archiwum Zamoyskiego, vol. III, p. 380.

tait toujours pour la Curie la lutte contre les infidèles. C'est pour cette raison que le roi développe ses projets devant Possevino à Lublin et insiste sur la nécessité d'une guerre contre les Turcs, sur la possibilité de rattacher les orthodoxes à l'église catholique et sur la conversion des Tartares de la Volga. Le roi disait encore que, bien qu'il ne comptât pas sur le concours de la prochaine Diète, il trouverait toujours le moyen de faire aboutir ses projets, si les princes chrétiens voulaient lui donner leur appui. A cet effet il désirait l'envoyer comme ambassadeur à Rome, à Venise et chez le grand-duc de Toscane qui, comme l'avait assuré Possevino, s'étaient déclarés prêts à aider le roi dans la lutte contre les Turcs.[1]

Plus d'une fois on a insisté sur la grande envergure de ces projets et sur leur importance qui permet de caractériser la mentalité du roi. Quoique au début, soit en 1584, Batory eût l'intention de se passer des Polonais et de se contenter du concours de Rome et peut-être de l'appui de plusieurs autres princes chrétiens, il n'en est pas moins vrai que la réalisation de ces projets aurait eu une importance capitale également pour la Pologne. Les deux plus grands problèmes que sa situation géographique lui imposait auraient ainsi été réglés à la fois, à savoir: dans le Nord-Est, les questions moscovite et baltique, puis dans le Sud-Est, la question turque et tartare. On ne saurait douter qu'en se plaçant au point de vue de Batory, l'exécution de ses projets dans l'Est n'eût également décidé en sa faveur de ses desseins sur la Hongrie. Il n'est pas aisé de dire cependant quelle rôle les intérêts de la Pologne jouaient dans les projets du roi et dans quelle mesure il s'agissait de soif du pouvoir ou d'aspirations dynastiques, mais il n'y a pas de doute que ces intérêts auraient pu être sauvegardés; l'approbation sans réserves des projets du roi par Zamoyski et les nouveaux efforts que tenta Batory pour engager la prochaine Diète de 1587 à appuyer cette entreprise, en étaient une preuve éloquente.

En attendant, Batory fut amèrement déçu non seulement par les Polonais, déception à laquelle on pouvait s'attendre, mais aussi par le pape. Le roi s'adressait la première fois à Rome pour y demander des secours et il comptait certainement que les encouragements répétés du Saint-Siège à entreprendre une guerre contre

[1] Pierling: Le Saint-Siège, app. VIII.

les Turcs ainsi que les promesses de l'aider, ne seraient pas vains. Etienne savait certainement que d'autres princes chrétiens obtenaient régulièrement de Rome des subsides annuels, sans compter les subventions extraordinaires, aussi se sentait-il blessé par ce refus. Il pouvait se plaindre, non sans raison, que Rome n'avait pour lui que de belles paroles, et que si elle avait assez d'argent pour arranger des mascarades en l'honneur de l'empereur, elle en manquait pour lui permettre de s'engager dans une expédition contre Moscou, quoiqu'elle fût d'une grande utilité pour la chrétienté.[1]

Il faut cependant chercher l'explication de cette attitude de la Curie dans la situation politique en Occident. Les efforts fiévreux que faisait le pape dans le courant de la seconde moitié de 1583, puis en 1584, pour former une ligue contre les Turcs n'aboutirent à aucun résultat, quoiqu'on se fût s'attendu à les voir couronnés de succès. Le Vénitiens ne voulaient pas entendre parler de la ligue, Philippe II avait prolongé la trève avec la Turquie, et Batory consentait, il est vrai, à adhérer à une action contre le Croissant, mais il posait des conditions impossibles à remplir. Toutes ces difficultés ne pouvaient que décourager Rome, aussi à l'époque de Grégoire XIII n'entend-on plus parler de la ligue. En même temps, on vit dans les pays occidentaux se produire des événements qui forcément devaient détourner l'attention du pape des affaires de l'Est européen. François d'Alençon, duc d'Anjou, frère de Henri III qui n'avait pas d'enfants et auquel il devait succéder sur le trône, meurt en France au mois de juin 1584. La couronne de France devait échoir à Henri, roi de Navarre, chef de la branche des Bourbons, mais placé à la tête du mouvement calviniste. La crainte qu'inspire ce huguenot est la cause que la « Sainte Ligue » s'organise déjà en septembre 1584, de sorte qu'une guerre civile entre les Guises et la Ligue, encouragée par Philippe II, éclate en 1585 et tend à renverser Henri III. De graves événements ont également lieu dans les Pays-Bas et absorbent l'attention de Rome. Guillaume d'Orange est tué en juillet 1584, aussi les insurgés des Pays-Bas perdent-ils leur chef; en même temps, Alexandre Farnèse, lieutenant de Philippe II, conquiert une ville après l'autre, tandis qu'il sait se servir de la diplomatie pour soumettre les provinces wallones et

[1] Boratyński: Stefan Batory, p. 76.

les faire obéir à Philippe II. En Angleterre, les persécutions des catholiques augmentent d'une année à l'autre et les rapports deviennent tellement tendus avec l'Espagne, qu'une guerre entre ces deux Etats paraît inévitable. Philippe II confie déjà en 1584 la direction des affaires anglaises à Alexandre Farnèse, partisan déclaré d'une intervention militaire en Angleterre, tandis qu'Elisabeth décide en 1585 d'envoyer des troupes sous les ordres du comte Leicester, pour venir en aide aux insurgés des Pays-Bas. Le corsaire Drake entreprend également une expédition pour ravager les côtes et les colonies espagnoles. On ne doit d'ailleurs pas omettre un détail qui pouvait avoir une influence défavorable sur l'attitude que la Curie prit à l'égard des desseins de Batory. Grégoire XIII était un vieillard de 84 ans et, quoiqu'il fût encore actif et jouît d'une bonne santé, les treize ans pleins de soucis et d'amères déceptions de son pontificat, ne manquèrent pas de laisser des traces, aussi est-il permis de supposer que dans la dernière année de son règne il n'eût plus assez d'énergie pour réaliser ces vastes projets dont l'envergure était bien plus grande que celle de tous les plans d'une ligue qu'on avait élaborés jusqu'alors. En effet, ceux-ci tenaient compte surtout de l'Espagne et de Venise, prenaient déjà plus rarement l'empire en considération et ce n'est que durant les dernières années qu'ils faisaient entrer sérieusement dans leur orbite les pays du Nord, soit la Pologne et la Moscovie.[1]

Tels étaient probablement les motifs qui décidérent le pape à répondre le 29 septembre à la lettre de Possevino adressée le 29 août 1584, qu'il le chargeait de faire part au roi que le Souverain pontife remettait sa résolution jusqu'au moment où la Diète de 1585 se serait prononcée sur la question. Quant aux subsides, il ne pouvait les accorder, car le trésor de la Curie était vide et il ne croyait pas qu'on pût compter sur le secours financier de Venise et du grand-duc de Toscane. De plus il ne permettait pas à Possevino de venir à Rome pour s'occuper de cette affaire et lui recommandait de la confier au cardinal Bolognetti.[2] Répondant au roi à une lettre personnelle en date du 27 août 1594, il atténuait cependant son refus et se bornait à attirer l'attention de Batory

[1] Pastor, o. c. IX, passim.
[2] Pierling: La Russie, vol. II, p. 257.

sur les difficultés qui surgissaient du côté des Turcs et de l'empereur. En ce qui concerne l'appui financier des Etats italiens, il défendait à Possevino d'agir au nom du roi, mais conseillait à celui-ci d'entamer des négociations secrètes par l'intermédiaire d'un envoyé jouissant de sa confiance. Encore une fois, il réitérait la défense de venir en Italie qu'il avait intimée à Possevino et désirait que cette affaire fût gardée dans le plus grand secret.[1]

La déception que lui avait préparée le pape aussi bien que l'insuccès de ses projets qui échouèrent à la Diète en janvier 1585, ne firent cependant pas faiblir l'énergie du roi. Une ambassade moscovite s'étant présentée à la Diète pour proposer un armistice, voire même une alliance contre les Tartares de Crimée, l'assemblée acquiesça à ses propositions, néanmoins comme les députés se séparèrent sans avoir abouti à n'importe quel résultat, on ne put arriver à s'entendre avec les Moscovites et le roi dut prolonger de deux ans la trêve qui expirait ainsi en 1587. Il fit pourtant savoir aux prince Troïekurof et à Beznin que Moscou avait envoyés en qualité d'ambassadeurs, que la Pologne réclamait la restitution des territoires dont s'étaient autrefois emparé les Moscovites et menaçaient de déclarer la guerre en cas de refus.[2] D'autre part, le grand-chancelier Zamoyski soumit aux ambassadeurs le projet d'une union avec la Pologne à l'instar de la Lithuanie, au cas ou le tsar mourrait sans laisser d'héritiers. Cette solution mettrait fin à tout conflit et empêcherait le grand-duché de devenir la proie des Turcs et des Tartares après la mort du tsar. Les envoyés moscovites se dérobèrent à cet entretien, s'excusant qu'ils n'avaient pas reçu d'instructions pour négocier la question; ils se bornèrent à déclarer qu'une ambassade polonaise envoyée à Moscou pourrait soumettre ces propositions.[3] Sur la demande de Troïekurof et de Beznin, Possevino prit également contact avec eux. S'inspirant de la tactique d'Ivan le Terrible, ils le prièrent d'intervenir auprès du roi pour obtenir une prolongation de la trêve et pour régler l'échange des prisonniers de guerre. Possevino se chargea volontiers de cette mission qui était tellement dans ses idées, et remit aux ambassadeurs deux brefs du pape dont

[1] Ibid., p. 261—263; Gratiani A. M.: De scriptis invita Minerva, Florentiae 1745, vol. I, p. 318.

[2] Pierling: La Russie, vol. II, p. 269.

[3] Ibid., vol. I, p. 270; Pierling: Le Saint-Siège app. XIV.

l'un pour le tsar, l'autre pour le conseil de régence, que la Curie avait envoyés sur sa demande aussitôt après avoir reçu la nouvelle de la mort d'Ivan. Les brefs autorisaient Possevino à entamer le cas échéant des pourparlers avec la Moscovie.[1] Il reprenait ainsi son ancien rôle de représentant de la Curie à Moscou, tandis que le conflit qui avait officiellement surgi entre les deux Etats au sujet des territoires limitrophes, lui permettait, comme autrefois, de remplir les fonctions de médiateur. Cependant, il ne lui fut pas donné de s'occuper longtemps de ces questions, car en février 1585 le cardinal di Como lui enjoignit de se rendre immédiatement au collége de Braunsberg et de se consacrer à des travaux scientifiques et à l'apostolat. Cette injonction était une conséquence de l'intervention du général des Jésuites Claude Aquaviva qui jugeait l'activité diplomatique incompatible avec la vie monacale et appréhendait en particulier que la mission très délicate d'intervenir dans les différends entre Rodolphe II et Batory, ne fît tort à l'Ordre.[2] On serait embarrassé de se prononcer sur la question, si le vif intérêt que Possevino manifestait pour les projets d'Etienne concernant le grand-duché moscovite, intérêt qui avait placé la Curie dans une situation gênante vis-à-vis du roi, n'a également pas contribué à le faire rappeler. Il paraît certain que la décision de Rome était non seulement dictée par l'insistance d'Aquaviva, car les anciennes démarches par trop individuelles de Possevino avaient sans aucun doute suscité également le mécontentement du Saint-Siége.

Malgré l'échec que subit Batory tant à la Diète qu'à Rome, il n'abandonna pas ses projets, mais tâchait au contraire de les réaliser avec beaucoup de persévérence. Il ne modifia même pas sa façon d'agir, continuait à compter sur la coopération de la Pologne et entama de nouvelles négociations avec les Moscovites.

Désirant que la Pologne prenne part à l'expédition contre la Moscovie, Batory attirait l'attention des grands seigneurs polonais sur un autre danger qui menaçait la République. On faisait courrir le bruit dans le pays qu'un des archiducs, Mathieu ou Maximilien, prétendait au trône de Moscovie et que le cas échéant, Rodolphe avait l'intention d'appuyer ces projets. On disait que

[1] Pierling: La Russie, vol. II, p. 272; Turgeniew, vol. II, p. 3—6.
[2] Pierling: La Russie, vol. II, p. 271, 272.

ce plan était issu de Moscou et que l'ambassade moscovite auprès de l'empereur aurait discuté la question avec Rodolphe. Le roi avait fait mention de ce projet en presénce des seigneurs membres du conseil, leur en parlait dans sa correspondance et le primat Karnkowski s'en occupait dans sa lettre à la noblesse, quoiqu'on n'en sut rien de précis. Selon toute vraisemblance, l'Autriche avait réellement fait des tentatives de ce genre et ne les abandonna pas entièrement après la mort de Batory qui emporta ses vastes projets dans la tombe. L'empereur parle encore en 1588 de la question dans les instructions données à son ambassadeur qui partait pour Moscou; il rappelle à ce propos avoir entendu dire qu'il existerait un testament secret d'Ivan le Terrible, dans lequel il recommande qu'au cas où Fédor mourrait sans laisser d'héritiers, un archiduc autrichien soit élu tsar. L'historiographie russe ignore l'existence de ce testament et admet que le projet de faire monter un Habsbourg sur le trône a été conçu après la mort de Batory. Elle explique ces intentions en invoquant les sympathies de la Moscovie et l'appui qu'elle donna à la candidature de l'archiduc Maximilien lors de l'élection après le décès d'Etienne.[1] Les sources polonaises mentionnent toutefois trop fréquemment des projets pareils pour qu'on puisse admettre cette explication, aussi faut-il plutôt supposer que ces intentions existaient déjà réellement à l'époque de Batory.[2] Cette supposition n'est d'ailleurs pas invraisembable, car si les Habsbourgs pouvaient briguer les honneurs royaux en Pologne, il pouvaient aspirer également au trône des tsars, d'autant plus qu'ils comptaient sur des sympathies en Moscovie et sur les bons rapports qu'ils entretenaient avec elle. Il se peut qu'ils aient voulu faire ainsi échec aux projets de Batory dont des échos avaient pu leur parvenir.[3] Des bruits sur la candidature autrichienne ne circulaient pas seulement en Pologne, car ils étaient répandus même en Turquie, qui devenue inquiète à la suite de la nouvelle que les Habsbourgs s'étaient installés à Moscou, fit prendre des renseignements sur les bords de la Vistule. Le primat Karnkowski faisait également

[1] Płatonow S. F.: Boris Godunow, p. 47.

[2] Dyaryusze sejmowe z roku 1585 (SS. rr. Pol. XVIII), p. 421—425.

[3] Załęski Stan.: Plany wojenne Stefana Batorego (Przegląd Powszechny, Kraków 1884, III, p. 31 et suiv.); Pierling: La Russie, vol. II, p. 278, 296; Zakrzewski: Stefan Batory, p. 292.

mention de ses projets et les grands seigneurs lithuaniens s'en entretenaient de leur côté dans l'assemblée de Grodno dans le courant des derniers mois de l'année 1585. La Turquie menaçait Moscou d'une guerre si cette nouvelle était confirmée; par contre, si les Moscovites avaient élu Batory ou un des leurs, la Porte leur offrait son amitié et celle des Tartares.[1] C'est probablement à la suite de ces menaces, que Batory répétait souvent dans ses lettres que si Rome ne l'aidait pas à occuper la Moscovie, celle-ci serait vaincue et envahie par les Turcs.[2]



Le pape Sixte V
(Cuivre de Batt. Piensieri de Parme, 1589)

Désirant contrecarrer les démarches des Autrichiens à Moscou, l'assemblée de Grodno décida en 1585 d'y envoyer une ambassade au moi de mars 1586. Le castellan de Mińsk, Michel Haraburda chargé de cette mission, devait proposer aux boyards une paix éternelle et l'union avec la Pologne. Au cas où l'un des deux souverains mourrait sans laisser d'héritiers, l'autre devait lui succéder sur le trône. Cependant les boyards ne voulaient pas parler de l'éventualité de la mort du tsar et ne consentaient pas à restituer les territoires que réclamait Batory. Les négociations n'aboutirent à aucun résultat et la proposition moscovite de prolonger la trêve afin de pouvoir tranquillement discuter la

[1] Załęski, o. c. p. 32, 33; Pierling, o. c. p. 288; Zakrzewski, l. c.
[2] Pierling, o. c. p. 287.

question d'une paix éternelle, fut rejetée par Haraburda qui quitta Moscou. On se borna à décider qu'encore en été 1586 une ambassade moscovite se rendrait en Pologne pour continuer les pourparlers. Cette mission, avec le prince Troïekurof à la tête, arriva au mois d'août à Grodno où séjournait le roi. On commença à négocier sur les revendications des Moscovites qui réclamaient la restitution des territoires de Kiew, de la Podolie, de la Volhynie, ainsi que la Livonie. Ce n'est qu'après qu'on voulait aborder la question de la paix éternelle. Ainsi ces pourparlers ne donnèrent aucun résultat et encore une fois on se borna à prolonger de deux mois la trève qui expirait les premiers jours de juin 1587. Entre-temps, on devait s'aboucher encore une fois, pour reprendre les négociations.[1]

On ne peut guère supposer qu'Etienne Batory ait pu croire qu'il arriverait à ses fins et amènerait le grand-duché de Moscovie à une union avec la Pologne, en employant uniquement des moyens pacifiques. Les négociations traînaient en longueur sans donner le moindre résultat et les échanges d'ambassades entre les deux pays devenaient une chose habituelle. De part et d'autre on tâchait de gagner du temps. Batory n'était pas encore prêt à faire la guerre, cependant il la préparait en Pologne en ralliant à ses projets des partisans de plus en plus nombreux, aussi espérait-il que la prochaine Diète qui devait se réunir en 1587 au moi de février, voterait les impôts dont il avait besoin pour lever des troupes. Contrairement à ce qui s'était passé en 1585, ses efforts paraissaient promettre des résultats satisfaisants, vu que les diétines se montraient enclines à appuyer les projets du roi.[2] Quant aux Moscovites, ils comptaient sur un délai et jugeaient qu'il serait toujours temps de faire des concessions soit territoriales, soit concernant l'union proposée; ils croyaient d'ailleurs que la situation intérieure en Pologne permettait de présumer que le pays ne donnerait pas son appui au roi.[3] Les dissentiments entre le roi et les états étaient bien connus à Moscou et on en avait la preuve ne serait-ce que dans l'attitude du primat Karnkowski qui dans

[1] Załęski, o. c. p. 46, 47.

[2] Heidenstein R.: Rerum Polonicarum ab excessu Sigismundi Augusti libri XII, Francofurti 1672, p. 241; Solikowski J. D.: Commentarius brevis... Dantisci 1647, p. 171.

[3] Platonow S. F.: Boris Godunow p. 42.

un entretien avec Nowosilcow, ambassadeur de Moscovie auprès de l'empereur Rodolphe, aurait au commencement de l'année 1585 exprimé l'espoir que la santé ruinée du roi, détesté par tout le monde, permettrait bientôt d'unir les deux nations slaves sous le sceptre du tsar Fédor.[1] Si l'ambassadeur de Moscou n'a pas exagéré et a exactement répété ces paroles vraiment inconcevables dans la bouche du primat, soit du plus grand dignitaire en Pologne, on pourrait en conclure que les dispositions du pays étaient franchement hostiles au roi. Il est vrai que les mauvaises relations de Karnkowski avec Batory et le chancelier étaient notoires, que les esprits avaient pu se calmer en 1585 et 1586, de sorte que les rapports entre les Polonais et le roi s'étaient peut-être améliorés; néanmoins, les boyards pouvaient avoir des raisons d'espérer que cette amélioration n'était pas assez sensible pour qu'il pût sûrement et certainement compter sur l'appui d'une nation en général mal disposée pour n'importe quelle entreprise guerrière.

Le refus auquel Batory s'était heurté à Rome en 1584 et plus encore le séjour forcé de Possevino envoyé à Braunsberg au commencement de 1585, indiquaient qu'on ne pouvait compter sur l'appui et le concours du Saint-Siège, aussi rien ne nous autorise à conclure que le roi ait abordé cette question soit à Rome, soit en Pologne avec les représentants de la Curie. On ne savait même pas avec qui on aurait pu s'entretenir de ces plans; en effet, Possevino séjournait sur les bords de la Baltique, tandis qu'après la Diète de Varsovie en 1585, le cardinal Bolognetti se préparait à rentrer à Rome et que la première audience du nouveau nonce, Jerôme de Buoi, chez le roi, n'était fixée que pour le mois de mars à Cracovie.[2] Entre-temps la situation avait changé à Rome, car après la mort de Grégoire XIII, décédé le 10 avril 1585, Sixte-Quint fut élu pape et le cardinal secrétaire d'Etat di Como fut remplacé dans ses fonctions par le cardinal Rusticucci, quoique le Saint-Père se fût réservé la direction de toutes les affaires importantes. Rien n'indiquait toutefois que l'attitude de Rome à l'égard des projets du roi eût subi une modification. En

[1] Pierling: La Russie, vol. II, p. 279.
[2] Rescius, p. 90.

septembre 1585 le roi Etienne résolut d'envoyer à Rome son neveu le cardinal André Batory pour y faire un long séjour, « ut ibi in rebus piis et magnis Reipublicae Christianae negotiis aetatem suam transigat, Pontifici serviat, in septentrionalia negotia oculos intentos habeat, in rebus et functionibus ecclesiasticis se exerceat et Pontifici Sixto serviat ».[1] Le roi aurait souhaité que son neveu fût investi de la dignité de coadjuteur de l'évêque de Cracovie, mais le pape s'y opposait au début, quoique André eût déjà été coadjuteur en Warmie et qu'il en fût précisément revenu après être entré dans ses fonctions. Il est probable que déjà à cette époque Etienne ait voulu se servir d'André Batory pour exposer et défendre ses projets à Rome. L'abbé Stanislas Reszka, bien renseigné sur les intentions du roi qu'il devait représenter à Rome et où il état chargé d'une ambassade d'obédience auprès du nouveau Souverain Pontife, note brièvement dans son journal que déjà en octobre 1585, après avoir résolu d'envoyer le cardinal à Rome, Batory se fit soumettre le texte des instructions données à André et qu'il eut de longs entretiens « de toto isto negotio »[2] avec celui-ci et l'abbé. Il se peut que, comme le roi dit lui-même à Possevino, une conversation du pape avec Virgilio Crescenzio sur les projets que Batory caressait contre le Turcs, conversation que nous ne connaissons pas exactement mais dont Crescenzio à fait part à Reszka, ait été le motif des nouvelles démarches qu'il fit à Rome.[3] Virgilio Crescenzio, patricien romain et grand ami des Polonais, était maréchal honoraire à la cour du cardinal André Batory et échangeait fréquemment des lettres avec Stanislas Reszka.[4] Quoiqu'il en soit, sans entrer dans la question de savoir quelle était la raison immédiate des démarches d'Etienne pour obtenir des secours de Rome, le roi les commença au mois d'octobre 1585, en recommandant à Possevino d'envoyer au cardinal Rusticucci toutes les pièces se rapportant aux négociations secrètes concernant la question moscovite. Possevino expédia les pièces en question et entreprit en faveur des projets du roi une campagne qu'il mena avec l'ardeur qui lui était coutumière. Mais comme lui, Batory se rendait compte que des documents ne suf-

[1] Rescius, p. 108.
[2] Ibid., p. 110.
[3] Gratiani, o. c., vol. I, p. 316.
[4] Rescius, v. sub voce Crescentius.

firaient pas à faire comprendre ses intentions à Rome, surtout que les personnes arrivées récemment au pouvoir ne connaissaient ni la question moscovite, ni les relations entre la Pologne et la Moscovie. Au début de l'année 1586, Possevino et ensuite le roi font des démarches auprès du cardinal Azzolini et du général de l'Ordre Aquaviva pour obtenir la permission que le Jésuite en disgrâce se rende à Rome. Avant d'être autorisé à faire ce voyage, Possevino séjourne à Grodno où il discute avec le roi le projet, pour l'exposer ensuite non seulement dans des lettres qu'il envoie au pape et à de nombreux cardinaux, mais encore dans des écrits qu'il adresse à la Seigneurie de Venise et au grand-duc de Toscane qui l'une comme l'autre entraient en ligne de compte depuis 1584. Ce n'est cependant qu'au mois de juin que la Curie consentit à ce que Possevino allât à Rome, tandis que le général des Jésuites ne répondit ni à sa lettre, ni à celle du roi. Se passant de l'autorisation d'Aquaviva, Possevino quitta la Pologne en juillet 1586 et arriva à Rome au commencement de septembre.[1]

Cependant Sixte-Quint se décida à donner son appui à Batory. Le cardinal André qui conformément aux désirs du roi devait séjourner en permanence à Rome, vint dans la Ville Eternelle les premiers jours de juin et fut reçu le 28 de ce mois en audience privée par le pape, auquel il exposa les intentions de Batory, suivant les instructions qu'on lui avait données. Le roi demandait au pape des secours pour pouvoir mener une guerre contre la Moscovie, car s'il n'occupait pas ce pays, celui-ci deviendrait la proie des Turcs qui pourraient détruire alors toute la civilisation européenne. S'il réussisait à subjuguer les Moscovites, il pourrait entraîner les peuples asiatiques et les faire marcher contre la Turquie. La religion ne pourrait également que profiter, si Batory ceignait la couronne de Moscovie, car l'union religieuse avec Rome serait rendue plus facile dans ces conditions et les peuples du Caucase se convertiraient à leur tour. Comme la Diète de Pologne ne consentirait probablement pas à couvrir les dépenses qu'entraînerait la guerre, le roi se voit obligé de prier le pape de lui accorder des subsides. Selon ses prévisions, la guerre durera trois ans et il faudra mettre sur pied une armée de 24.000

[1] Gratiani, o. c., vol. I, p. 323.

hommes dont l'entretien coûtera 200.000 ducats par trimestre. Sixte-Quint répondit au cardinal qu'il accorderait des subsides au roi, si celui-ci se mettait résolument à l'oeuvre.[1]

Le plan exposé par le cardinal André s'accordait avec le projet présenté au mois d'août 1584 par l'intermédiaire de Possevino. Il avait été développé et motivé par Zamoyski dans un ample mémoire en date du 5 octobre 1584 où le grand-chancelier réfutait toutes les objections du Jésuite. Les principaux arguments du projet, destinés à bien disposer le pape, consistaient à lui faire entrevoir une lutte victorieuse contre les Turcs ainsi que l'union des schismatiques avec Rome.[2] Comme ses prédécesseurs et ses successeurs sur le trône pontifical, Sixte-Quint considérait la lutte contre les infidèles comme une des tâches principales qu'il avait à accomplir, cependant les tristes expériences qu'avaient faites ses devanciers, Pie V et Grégoire XIII, en voulant former une ligue des princes chrétiens, le rendaient plutôt enclin à confier cette oeuvre gigantesque à une seule personne. L'indolent Rodolphe II que paralysaient la situation en Allemagne et l'attitude des Diètes de l'Empire, auxquelles répugnaient l'idée d'un sacrifice, ne pouvait certes pas vaincre les Turcs: il n'était également pas possible de compter sur Philippe II pour les terrasser, d'autant plus que l'insurrection des Pays-Bas, la guerre avec l'Angleterre qui venait de commencer et la rivalité avec la France contribuaient à le rendre lent et indécis. Quant aux autres souverains où Etats, sans excepter Venise, ils étaient trop faibles et manifestaient trop peu d'intérêt où de zèle pour pouvoir se mesurer avec la Turquie.

Il ne restait donc qu'Etienne Batory, guerrier intrépide, qui avait l'avantage de connaître la situation en Turquie et proposait lui-même de mener l'entreprise à bonne fin. Déjà à l'époque de Grégoire XIII, Batory avait à la Curie la réputation d'être l'homme qu'il fallait pour accomplir cette tâche et depuis qu'on connaissait les rapports de Caligari, Bolognetti et Possevino, on ne doutait pas qu'il ne réfléchît mûrement avant d'agir et qu'il ne préparât minutieusement ses projets. D'autre part on se rendait bien compte que les moyens dont pouvait disposer Batory, même si Rome l'aidait sérieusement, ne pouvaient suffir à mener victorieuse-

[1] Pierling: Le Saint-Siège, app. XII; Rescius, p. 134.

[2] Pierling: La Russie II, app. II; Archiwum Zamoyskiego III, p. 365—374.

ment une guerre contre la Turquie. Quoique cette fois encore on eût compté sur la coopération des autres Etats, on croyait probablement qu'elle se manifesterait par l'adhésion à l'entreprise inaugurée par Batory dont la puissance ne pouvait être augmentée que par une union entre la Pologne et la Moscovie. Ce n'est qu'alors qu'on pouvait espérer que celle-ci prendrait part à la guerre; or le Vatican caressait depuis longtemps ce projet. On s'exagérait probablement à la Curie la puissance de l'Empire des tsars, d'autant plus qu'on ne connaissait pas la situation à l'intérieur du pays: en revanche le roi avait des raisons de parler de la possibilité d'une participation à la guerre des peuplades chrétiennes habitant le Caucase; en effet les Cachétiniens, les Kabardiniens et les Georgiens cherchaient un rapprochement avec Moscou pour pouvoir opposer une résistance à la pression des Turcs et surtout à celle des montagnards musulmans du Daguestan. De plus, après la prise d'Astrachan, l'expansion moscovite visait à s'emparer du Caucase et dans le courant des dernières années les Moscovites tendait à occuper la vallée du Terek.[1] La coopération de la Perse pouvait être considérée comme certaine, car depuis des années elle luttait avec acharnement contre les Turcs, aussi cette guerre réclamait-elle de grands efforts de leur part, de sorte qu'elle affaiblissait leur position en Occident.

Moins fondé était l'espoir de gagner les schismatiques immédiatement après la prise de Moscou. Possevino avait pu se convaincre que les Moscovites n'avait pas de sympathies pour le catholicisme, cependant Rome avait des raisons d'espérér qu'Etienne Batory devenu tsar, accorderait ce qu'avait refusé Ivan le Terrible, soit qu'il permettrait d'élever des églises desservies par des prêtres catholiques, de sorte que la propagande du catholicisme parmi les orthodoxes pourrait avoir lieu sur une grande échelle. On ne saurait oublier que le principe « cuius regio, illius religio », était encore en vigueur à cette époque et que Rome tâchait avant tout de se concilier les souverains dans l'espoir qu'ils entraîneraient les sujets à leur suite. En Italie comme en Espagne, l'inquisition faisait son possible pour exterminer le moindre soupçon d'apostasie et Rome croyait fortement que par le fait de relever l'autorité de clergé, de rétablir la juridiction ecclésiastique et d'autoriser

[1] Płatonow S. F.: Boris Godunow, p. 55.

les clercs à exercer le pouvoir exécutif, but que poursuivait l'église de Pologne, elle contribuerait à propager la religion catholique ou du moins à enrayer les progrès de l'hérésie. La Société de Jésus récemment fondée, déploie en même temps une très grande activité et fait passer au premier plan, non la contrainte, mais l'éducation de la jeunesse, ainsi que la propagande parmi les adultes. De plus en plus souvent on voit fonder au-delà des Alpes des colléges de Jésuites qui entretiennent d'excellentes écoles où s'instruisent non seulement les futurs membres de l'Ordre, mais aussi des jeunes gens laïques, voire même des enfants issus de parents hérétiques. Ce mouvement prend surtout de l'extension en Pologne où les Jésuites établissent en peu de temps des colléges à Pultusk, Wilno, Jarosław, Połock, Kalisz et Cracovie. Les fruits de ces efforts se font déjà sentir dans la génération qui pendant les dernières années du règne de Sigismond III et durant le règne de Ladislas IV, a une voix décisive dans la politique du pays. Les hétérodoxes qui à l'époque de Sigismond-Auguste étaient très puissants, de sorte que pendant les deux premiers interrègnes ils remplissaient encore d'inquiétude Rome et ses envoyés, soucieux du sort réservé au catholicisme en Pologne, ces mêmes hétérodoxes disparaissent presque complètement ou perdent toute importance comme facteur politique. Mais les Jésuites ne se bornent pas à réformer l'enseignement en vue de préparer le terrain à la prochaine restauration du catholicisme; bien plus ils déploient une propagande jusqu'alors inconnue en Pologne par la prédication, la catéchisation, les controverses théologiques avec des pasteurs ainsi que par l'influence personelle qu'ils exercent sur les hérétiques. Les dépêches des nonces font souvent mention des succès que remportent les Jésuites en Pologne et nomment des dizaines et des centaines de personnes qui se sont converties.[1] Convaincu qu'on défend le plus efficacement les intérêts de l'église en usant de la persuasion et en évitant d'avoir recours à la contrainte, Pierre Skarga surgit dans cette atmosphère de disputes théologiques et de propagande religieuse.[2] Il reprend les anciens projets dont l'Union de Florence était l'expression et tâche de

---

[1] Vid. supra p. 153, nota 2.

[2] V. Listy Skargi 197, 200 et surtout les rapports au général de l'Ordre Claudio Aquaviva et autres hauts dignitaires jésuites.

réconcilier avec l'église les orthodoxes, du moins ceux qui sont établis dans les territoires soumis à la République. Il développe ses idées dans l'ouvrage intitulé « O jedności Kościoła Bożego pod jednym Pasterzem » (« De l'unité de l'Eglise de Dieu sous un seul Pasteur »), paru à Wilno en 1577 et dédié au plus grand seigneur schismatique de Pologne, soit au prince Constantin Ostrogski, palatin de Kiew.[1] De son côté Possevino s'occupe également de l'idée de l'union avec les orthodoxes et se propose de réaliser ce projet avec l'ardeur et l'énergie qui le caractérisent. Deux séjours en Suède et les tentatives infructueuses pour faire le roi Jean III abjurer le protestantisme et pour le ramener au catholicisme, auraient dû lui apprendre que ce n'est pas en se conciliant la bienveillance des souverains qu'on arrive à faire rester les Etats fidèles à la religion catholique, mais qu'il est préférable de former des missionnaires qui pourraient travailler ensuite dans leur pays d'origine. Il ne lui fut pas possible d'établir les Jésuites en Suède, aussi s'efforce-t-il d'attirer les jeunes Suèdois à Braunsberg, dans le collége fondé par Stanislas Hosius et dans celui d'Olmütz, pour en faire ensuite des prêtres catholiques. Son séjour prolongé en Pologne et en Lithuanie, puis l'expérience qu'il avait acquise à Moscou au cours de ses discussions avec Ivan le Terrible, auraient dû lui faire comprendre que seule l'éducation de la jeune génération et la propagande parmi les adultes pouvaient aboutir à l'union des églises et donner de bons résultats. Il se met résolument à l'oeuvre et, quoique absorbé par d'importantes affaires diplomatiques, il trouve le temps de s'occuper des colléges des Jésuites, d'attirer la jeunesse dans leurs écoles et de trouver les moyens nécessaires à leur entretien. Dans presque toutes les dépêches qu'il envoie à Rome, Possevino rend compte de ses travaux ou soumet de nouveaux projets. Rome et ses représentants en Pologne de même qu'Etienne Batory, savaient apprécier l'importance des efforts de Possevino, aussi ne cessaient-ils de manifester leur intérêt pour ses travaux. Grégoire XIII s'intéressait vivement aux missions chez les païens, mais la réconciliation des religions orientales avec l'église catholique lui était également chère. Il s'occupait particulièrement des Grecs, créa une congrégation de cardinaux chargée d'étudier la question, fonda à Rome

[1] Tretiak, o. c., p. 57—59.

un collège pour former des prêtres gréco-catholiques et entourait de sa protection les catholiques en Turquie; enfin il entra en contact avec les autres religions chrétiennes en Orient.[1] Mais il tenait surtout à gagner les orthodoxes, aussi lorsque la mission de Possevino à Moscou ne donna pas de résultats, du moins en ce qui concerne l'union des églises, approuva-t-il volontiers son projet de rallier lentement les orthodoxes à la cause catholique en les instruisant et en les élevant dans les principes de la foi. A cet effet il suivit les conseils de Possevino et fonda en 1582 un séminaire pontifical à Wilno pour élever les jeunes Ruthènes ainsi que les Moscovites et leur donner une instruction catholique.[2]

Batory accueillit tout aussi bien que Rome le projet de convertir lentement mais systématiquement les orthodoxes. On sait que partout il protégeait les Jésuites et leur donnait son appui, parce qu'ils avaient le don de convertir les hétérodoxes. Le roi entourait de sa protection leurs collèges en Pologne, en fonda un à Połock puis un autre à Dorpat et tâchait qu'ils s'établissent en plus grand nombre en Transylvanie où il avait souhaité les faire venir peu de temps après avoir été élu prince de ce pays.[3] L'activité fiévreuse de Possevino en vue d'étendre le domaine de leur travaux et ses efforts infatigables afin de créer de nouveaux foyers d'apostolat, étaient certainement une des raisons du rapprochement entre le roi et le célèbre Jésuite.[4]

Le zèle catholique d'Etienne Batory ainsi que ses sympathies manifestés pour les Jésuites, qui lui valurent tant d'éloges de la part des nonces, devaient nécessairement avoir de l'influence sur la décision du pape qui approuvait les projets du roi à l'égard de la Moscovie. La décision fondamentale de Sixte-Quint avait déjà été prise pendant l'audience du 28 juin, cependant les débats sur l'exécution des promesses du pape n'eurent lieu qu'après l'arrivée de Possevino à Rome. On ne sait rien sur les pourparlers que Possevino

---

[1] Pastor, o. c., vol. IX, p. 734—746.

[2] Fell G., o. c. 337—354; Poplatek Jan S. J.: Powstanie Seminarjum Papieskiego w Wilnie 1582—1585 (Ateneum Wileńskie VI, 1929, p. 47, 429).

[3] Veress I, 1 (lettre d'Etienne Báthory à Etienne Szántó, Kolozsvár 14/11 1571).

[4] Likowski: Unia Brzeska, Poznań 1896, p. 83—87; Tretiak, o. c., p. 34—51, 87, 88; v. aussi Caligari, Bolognetti I, la correspondance de Possevino avec le cardinal di Como.

mena en qualité de représentant et de plénipotentiaire du roi; elles étaient sans doute entourées de mystère et Possevino les conduisait probablement lui-même suivant son habitude, après avoir écarté toute ingérence du cardinal Batory et de Reszka. Ces négociations aboutirent à faire accepter les propositions qu'avait formulées Possevino dans une lettre envoyée le 5 juillet 1586 au cardinal Azzolini.[1] Le pape consentait aux plans de Batory, mais Possevino devait auparavant se rendre à Moscou comme intermédiaire du Saint-Siège, pour engager Fédor à restituer les territoires que revendiquait Batory. Si la médiation pontificale ne donnait pas de résultats, le pape pourrait appuyer à son gré les projets du roi, auquel il accordait des subsides se montant à 25.000 ducats. Il y a lieu de se demander si le roi pouvait être satisfait de la tournure qu'avait prise l'affaire. Dans son journal, Reszka note le 11 novembre que Possevino eut une audience chez le pape et qu'à l'insu du cardinal Batory et de l'abbé, il consentit à une somme de 25.000 ducats, « quod utinam placeat Regiae Majestati ». L'abbé Reszka devait savoir que l'affaire ne pouvait pas satisfaire le roi, car dès le jour suivant le cardinal se rendit chez le pape et, présentant les instructions du roi, lui demanda le versement de toute la somme, cependant il n'obtint pas de réponse sur le montant des subsides. Possevino était très mécontent de cette intervention et fit même des reproches à Reszka. Toutefois la façon d'exposer les choses par le cardinal dut impressionner le pape, car quelques jours après, il lui déclara que cette somme n'était qu'un commencement et que plus tard il donnerait devantage. Muni de brefs du pape pour le roi et le tsar, Possevino quitta Rome avec Annibale de Capua, archevêque de Naples, qui venait d'être nommé nonce en Pologne.[2] L'influence de Possevino se fait sentir dans l'un et dans l'autre bref. Le tsar est invité à restituer les territoires revendiqués afin d'éviter l'effusion de sang chrétien.[3] Dans le bref au roi, le pape annonce qu'il a décidé d'envoyer Possevino à Moscou avant l'expiration de la trêve pour persuader au tsar de faire droit au réclamations du roi et qu'au lieu de songer à faire la guerre

[1] Pierling: Le Saint-Siège, app. XVI.
[2] Rescius, p. 136.
[3] Turgeniew, vol. II, p. 9, 10.

à Batory, il pense à la participation de la Moscovie à une croisade que les chrétiens entreprendraient en commun contre les infidèles. En outre, Possevino devait engager le roi à appuyer plus efficacement les catholiques de Livonie, comme il l'avait déjà conseillé à la Curie dans ses lettres précédentes. Mais une nouvelle proposition que contenait le bref, à savoir que le Jésuite s'interpose au nom du pape entre le roi et les états de Pologne, au cas où ceux-ci ne voudraient pas donner leur appui aux projets de Batory, est encore plus caractéristique pour Possevino.[1] On retrouve dans cette proposition sa tendance habituelle à s'immiscer dans toutes les questions, à y jouer un rôle, en particulier le rôle de médiateur qui lui était si cher. Ces passages du bref pontifical étaient-ils connus au cardinal Batory et à Reszka et en avait-il été question en présence du pape? Il semble qu'il n'en eût pas été ainsi, mais on peut certainement admettre qu'ils déplurent au roi comme l'avait d'ailleurs signalé Reszka en parlant du montant des subsides. L'intervention du pape aurait sûrement donné courage aux Moscovites et aurait été exploitée par leur diplomatie, extrêmement habile. L'entremise pontificale paralysait l'initiative du roi pour la remettre à Possevino. La demande du Saint-Siège, de protéger plus énergiquement le catholicisme en Livonie, étaient certainement une conséquence des émeutes contre les catholiques en 1585 à Riga, où du reste le roi intervint avec beaucoup de sévérité. En soutenant encore plus énergiquement les catholiques, le roi aurait dû opprimer les protestants, à quoi il n'aurait jamais consenti.[2] Les troubles de Riga avaient éclaté à la suite de trop grandes faveurs accordées au catholicisme dans un pays foncièrement protestant. Le roi ne pouvait absolument pas admettre que Possevino prît le rôle de médiateur entre la couronne et les états. Si cette proposition à été énoncée dans le bref pontifical, elle était une preuve que, malgré sa perspicacité, Possevino ne se rendait pas bien compte de la situation en Pologne. Même si Batory avait consenti à l'ingérence d'un facteur étranger dans les différends avec ses sujets, les états de Pologne s'y seraient absolument opposés, d'autant plus qu'ils voyaient d'un

[1] Pierling: Le Saint-Siège app. XVIII.

[2] Bolognetti: lettre du roi au nonce, 26/2 1583; Archiwum Zamoyskiego, vol. III, p. 151.

mauvais oeil toute immixtion étrangère et ne voulaient pas consentir que des ambassades s'etablissent en permanence en Pologne et qu'en particulier ils se méfiaient des nonces apostoliques et du séjour qu'ils faisaient dans le pays. N'est-ce pas en 1582 que courut le bruit rapporté par le nonce Bolognetti, que la Diète devait délibérer sur la suppression de l'ambassade permanente du Vatican?[1]

Les brefs ne furent cependant pas remis à leurs destinataires. Etienne Batory meurt à Grodno le 12 décembre 1586 et son décès équivaut à la fin de la mission de Possevino. Les projets du roi sur le Moscovie s'effondrent et aucun de ses successeurs n'est plus capable de les réaliser.

Les relations entre Rome et la Pologne changèrent du tout au tout sous le règne de Sigismond III. Quoique, comme Etienne Batory, il eût ceint la couronne de Pologne envers et contre les souhaits de Rome, il se réconcilia bientôt avec le maison d'Autriche par l'intermédiaire du cardinal-légat Aldobrandini et s'allia aux Habsbourgs, de sorte que la Pologne vivait amicalement avec les pays autrichiens et finit même par conclure une alliance contre les Turcs que Rome avait vainement désirée durant les dix ans du règne de Batory. Pendant tout ce temps Etienne avait su maintenir l'indépendance de la politique polonaise à l'égard de Rome et de ses desseins. Il ne céda pas au cours de la guerre avec la Moscovie aux instances de la Curie qui désirait qu'il conclût la paix pour la faire marcher contre les Turcs; il ne signa l'armistice de Jam Zapolski qu'après avoir atteint le but qu'il poursuivait, soit après avoir conquis la Livonie, et qu'au moment où l'épuisement de ses ressources rendait la continuation de la guerre impossible; il ne se laissa pas réconciler avec les Habsbourgs, voulant les évincer de Hongrie; il ne se laissa pas entraîner prématurément et imprudemment dans une guerre avec les Turcs, quoiqu'elle fût le rève de sa vie; enfin il sut convaincre le pape de la possibilité de réaliser ses grands projets, qui n'auraient été que le commencement d'une lutte décisive contre l'Islam. Malgré l'indépendance de cette politique, qui contrecarrait plus d'une fois les plans de la Curie, il sut vivre dans les meilleurs termes avec elle. Rien de plus caractéristique que la contradiction entre la réputation qu'avait au début Batory en

[1] Bolognetti, vol. I, p. 379, 380.

qualité de vassal du sultan, d'ennemi des Habsbourgs, au moment où il montait sur le trône de Pologne en dépit de Rome,[1] et les éloges que ne lui ménagea pas Sixte-Quint, lorsque dans le consistoire du 7 janvier 1587 il manifesta sa douleur à l'occasion de la nouvelle de la mort du roi.[2]

[1] Boratyński: I. A. Caligari, p. 11, n. 1.
[2] Pastor, o. c., vol. X, p. 391.